



Couplevie

Direction Générale des Services

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU

06 février 2026

Introduction

La loi d'Administration Territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif pour les communes de plus de 3 500 habitants et pour les intercommunalités disposant d'une commune de plus de 3 500 habitants.

Plus récemment, promulguée le 7 août 2015, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Sur le contenu, ce rapport doit maintenant non seulement présenter un volet financier, mais également un volet ressources humaines pour les communes de plus de 10 000 habitants.

Outre le caractère obligatoire de la délibération approuvant le budget, la tenue du débat d'orientation budgétaire (DOB) au sein du conseil municipal dans un délai de dix semaines avant le vote du budget s'accompagne, désormais, de la production d'un rapport d'orientation budgétaire (ROB).

Ce rapport, justifié par l'obligation de maîtrise des finances publiques, doit désormais comprendre, en application du décret n°2016-841 du 24 juin 2016 :

- les orientations budgétaires,
- les engagements pluriannuels envisagés,
- la structure et la gestion de la dette.

Cette obligation d'information a été renforcée par l'article 13 de la loi (n°2018-32) de programmation des finances publiques du 22 janvier 2018.

L'article 13 dispose ainsi que les collectivités devront présenter, dans le ROB, les objectifs d'évolution :

- des dépenses réelles de fonctionnement (DRF),
- du besoin annuel de financement.

Si la libre administration des collectivités territoriales est un principe constitutionnel, les communes dépendent des décisions prises par l'Etat, notamment en matière financière. Ainsi, chaque année la loi de finances et ses rectificatifs imposent aux collectivités territoriales un cadre réglementant les relations financières entre l'Etat et les différentes collectivités.

Pour cette raison, il conviendra d'exposer au préalable le cadre national, tant sur le plan économique que financier, avant de présenter plus dans le détail, la situation budgétaire de la commune, ses orientations tant en matière de fonctionnement, que d'investissement et de gestion de la dette.

Le projet de loi spéciale a été présenté en Conseil des Ministres le 22 décembre 2025, adopté successivement par l'Assemblée nationale puis par le Sénat le 23 décembre et promulgué puis publié au JO le 27 décembre 2025, permettant ainsi son application au 1er janvier 2026.

En l'absence d'adoption d'un budget, la loi spéciale comporte les dispositions indispensables à la continuité financière de l'Etat et des collectivités locales en autorisant :

- la perception des impôts et des ressources publiques existantes (cf. article 1),
- le reversement aux collectivités locales des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat : l'article 2 reconduit ainsi à l'identique et de façon temporaire les évaluations des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales telles qu'elles figurent dans la loi de finances initiale pour 2025. Le montant s'établit ainsi à 45 231 897 951 € dont 27 394 686 833 € au seul titre de la DGF. Les montants de ces prélèvements ne constituent ni une évaluation définitive ni des planchers pour 2026. Ils ont vocation à être ajustés dans le cadre de la suite de la discussion parlementaire sur le PLF 2026. Ces autorisations sont temporaires et cessent de produire leur effet dès l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 2026.
- le recours à l'emprunt pour couvrir les besoins de trésorerie et à la gestion de la dette (cf. article 3).

La loi spéciale ne permet pas, à elle seule, d'engager ou de payer des dépenses publiques : elle autorise l'Etat à percevoir les recettes nécessaires mais n'ouvre pas automatiquement les crédits budgétaires correspondants. A cet effet et conformément à l'article 47 de la constitution, la loi a été complétée par un décret n°2025-1397 du 29 décembre 2025 limitant les dépenses aux services votés l'année précédente (LFI2025) et jugés indispensables à la poursuite de l'exercice des services publics. Ces services votés doivent être entendus non pas au sens d'une autorisation à dépenser le niveau de crédits ouverts en LFI2025 mais comme la faculté à mobiliser les seuls crédits indispensables pour poursuivre l'exécution des SP via la mise en place d'une régulation budgétaire renforcée précisée par une circulaire interministérielle du Premier Ministre en date du 30 décembre 2025.

Ainsi, les collectivités vont percevoir, en attendant la LF2026 :

- la DGF dans toutes ses composantes, par versement des avances de FDL selon les conditions fixées par la loi de finances 2025 et au niveau du montant national précité,
- les dotations globales de décentralisation, les fractions de fiscalité relatives à la compensation des transferts de compétences, les prélèvements sur recettes alloués au titre de la compensation des exonérations ou suppression d'impôts locaux,
- le FCTVA et la dotation de soutien aux collectivités frappées par des événements climatiques ou géologiques (DSEC)
- les IDL et la TVA dont les collectivités bénéficient en compensation des réformes fiscales sous forme d'avances correspondant au douzième des produits perçus en 2025 jusqu'à régularisation sur la base de la LF2026 et jusqu'au vote des taux d'imposition des collectivités locales.

Sommaire

1. Situation économique et sociale nationale	6
1.1. Le contexte macroéconomique	6
▪ Une croissance résiliente qui devrait se modérer :	6
▪ La politique monétaire et l'inflation	7
▪ L'emploi dans les pays développés	8
1.2. Le contexte national	8
1.3. Les mesures pour les collectivités relatives à la Loi de Finances pour 2026	10
▪ Fiscalité locale	10
▪ DGF du bloc communal	10
▪ Extension du FCTVA	11
1.4. Les mesures issues de la loi de programmation des finances publiques 2023-2027	11
▪ La limitation de la hausse des dépenses des collectivités	11
▪ Des concours financiers en hausse	11
2. Situation et prospective budgétaire pour la commune de Coublevie	12
2.1. Rappel sur le financement du budget communal	12
2.2. Rappel sur la situation de la commune de Coublevie, les projets de l'équipe municipale et ses orientations budgétaires	12
2.3. Les principaux éléments structurants du budget communal sur l'année 2025	13
2.3.1. Les recrutements / la situation en ressources humaines	13
2.3.2. L'avancement des projets structurants	14
2.3.3. Atterrissage 2025 en fonctionnement	15
▪ Recettes en fonctionnement	15
▪ Dépenses en fonctionnement	16
▪ Résultat de fonctionnement	16
2.3.1. Atterrissage 2025 en investissement	17
▪ Dépenses en investissement	17
▪ Recettes en investissement	17
2.4. Prospective 2026-2032	18
2.4.1. Rétrospective sur les recettes et dépenses de fonctionnement	18
2.4.2. Données d'entrées pour la prospective 2026-2032	19
▪ Estimation du budget alloué aux ressources humaines à ETP constant	19
▪ Estimation de la croissance en nombre de logements et nombre d'habitants	20
▪ Estimation de l'inflation	21
▪ Autres données d'entrée	21
2.5. Prospective en section de fonctionnement 2026-32	22
2.5.1. Les dépenses de fonctionnement	22
2.5.2. Les recettes de fonctionnement	23
2.5.3. Le résultat de fonctionnement	24
2.6. Focus sur les indicateurs d'endettement	24
2.7. Prospective en section investissement	25
2.7.1. Les dépenses d'investissement	25
2.7.2. Les recettes en investissement	25

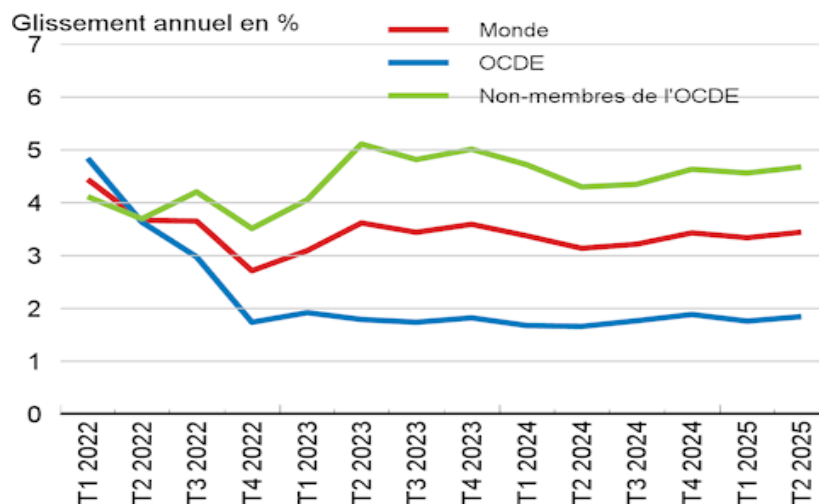
2.8.	Evaluation de la « capacité à faire » de la commune sur la prochaine mandature.....	26
3.	Situation et prospective budgétaire du SPIC (budget annexe)	27
3.1.	Eléments de l'année 2025	27
3.2.	Eléments de prospective pour le budget 2025 et 2026	27
3.2.1.	Atterrissage 2025 et prospective 2026-27 en fonctionnement.....	27
3.2.2.	Atterrissage 2025 et prospective 26-27 en section investissement	30
	Annexe 1 : Budget principal - Dépenses de fonctionnement par poste 2021-2032	32
	Annexe 2 : Recettes de fonctionnement par poste 2021-2028.....	40
	Annexe 3 : Dépenses d'investissement 2021-2032	46
	Annexe 4 : Détail des subventions.....	50
	Annexe 5 : Eléments de compréhension sur le taux d'administration	52

1. SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE NATIONALE

1.1. Le contexte macroéconomique

■ Une croissance résiliente qui devrait se modérer :

Croissance du PIB Mondial



	Moyenne 2013-2019	2024	2025	2026	2027	2025 T4	2026 T4	2027 T4
		Pourcentage						
Croissance du PIB en volume¹								
Monde ²	3.4	3.3	3.2	2.9	3.1	3.0	3.0	3.1
G20 ²	3.5	3.4	3.2	2.9	3.1	2.9	3.0	3.2
OCDE ²	2.3	1.7	1.7	1.7	1.8	1.5	1.8	1.8
États-Unis	2.5	2.8	2.0	1.7	1.9	1.8	1.6	1.9
Zone euro	1.9	0.8	1.3	1.2	1.4	1.0	1.5	1.4
Japon	0.8	-0.2	1.3	0.9	0.9	0.5	1.3	0.7
Non-OCDE ²	4.4	4.5	4.4	3.9	4.0	4.1	3.9	4.1
Chine	6.8	5.0	5.0	4.4	4.3	4.7	4.3	4.3
Inde ³	6.8	6.5	6.7	6.2	6.4			
Brésil	-0.4	3.4	2.4	1.7	2.2			
Taux de chômage dans l'OCDE⁴	6.5	4.9	5.0	5.0	4.9	5.0	5.0	4.9
Inflation¹								
G20 ²⁻⁵	3.0	6.3	3.4	2.8	2.5	2.9	2.6	2.4
OCDE ⁶	1.6	5.0	4.2	3.5	2.8	4.2	3.1	2.6
États-Unis ⁷	1.3	2.6	2.7	3.0	2.3	3.0	2.9	2.1
Zone euro ⁸	0.9	2.4	2.1	1.9	2.0	2.0	1.9	2.0
Japon ⁹	0.9	2.7	3.2	2.2	2.1	2.7	2.2	2.1
Solde des administrations publiques dans l'OCDE¹⁰	-3.1	-4.7	-4.5	-4.6	-4.6			
Croissance du commerce mondial en volume¹	3.3	3.9	4.2	2.3	2.8	3.3	2.7	2.9

1. En pourcentage ; dans les trois dernières colonnes figure la variation en glissement annuel.

2. Calculé en utilisant des pondérations variables basées sur les PIB nominaux, en parités de pouvoir d'achat.

3. Exercice budgétaire.

4. Pourcentage de la population active.

5. Inflation globale.

6. Calculé en utilisant des pondérations variables basées sur les consommations privées nominales, en parités de pouvoir d'achat.

7. Déflateur des dépenses personnelles de consommation.

8. Indice des prix à la consommation harmonisé.

9. Indice national des prix à la consommation.

10. Pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 118.

La croissance du PIB mondial devrait ralentir, passant de 3.2 % en 2025 à 2.9 % en 2026, avant de se redresser légèrement à 3.1 % en 2027.

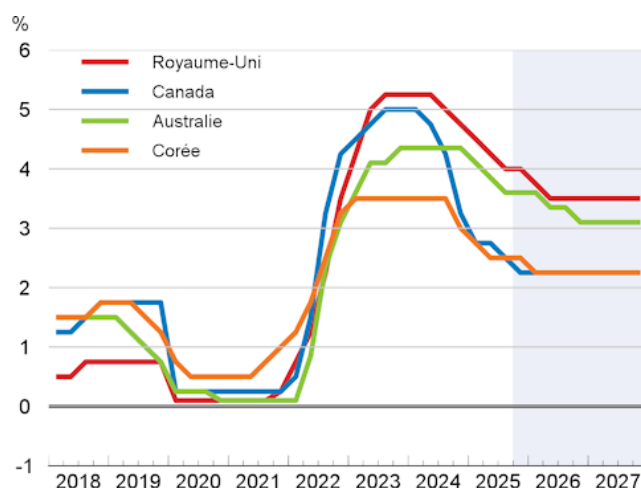
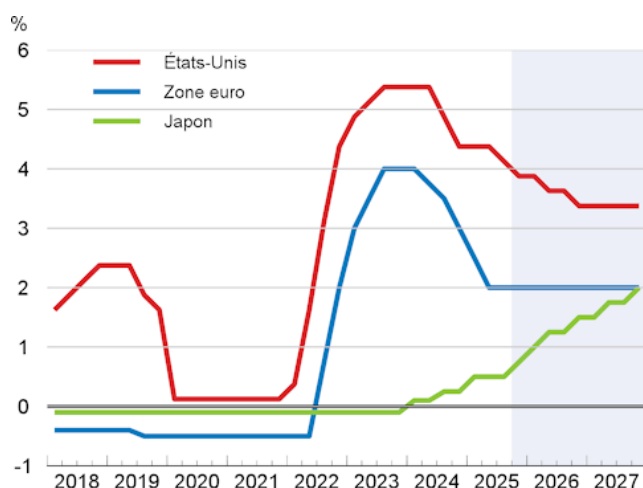
L'activité à court terme devrait se tasser à mesure que la hausse des taux de droits de douane effectifs se répercutera progressivement sur l'économie, pesant sur l'investissement et sur les échanges, sur fond de persistance des incertitudes géopolitiques et liées à l'action publique. La croissance devrait repartir à la hausse dans la seconde moitié de l'année 2026, à mesure que l'impact des droits de douane s'estompera, que les conditions financières s'amélioreront et que la baisse de l'inflation soutiendra la demande, sachant que les économies asiatiques émergentes resteront les principaux moteurs de la croissance mondiale.

Ces perspectives restent cependant fragiles. Un nouveau renforcement des barrières commerciales, en particulier concernant des intrants essentiels, pourrait être très préjudiciable aux chaînes d'approvisionnement et à la production mondiale. Le niveau élevé de valorisation de certains actifs, fondé sur des anticipations optimistes concernant les bénéfices des entreprises reposant sur l'IA, présente un risque de corrections brutales des prix. Les vulnérabilités budgétaires pourraient entraîner une hausse des rendements des obligations souveraines à long terme, entraînant un durcissement des conditions financières et freinant la croissance.

▪ La politique monétaire et l'inflation

On s'attend à ce que les banques centrales procèdent à de nouvelles baisses de leurs taux directeurs à mesure que l'inflation continuera de diminuer et que les tensions observées sur les marchés du travail s'atténueront. Dans la plupart des économies, la baisse des taux d'intérêt réels pourrait les ramener à des niveaux proches des estimations des taux neutres d'ici la fin de 2026. Les projections reposent sur l'hypothèse que la politique monétaire continuera de s'assouplir légèrement en 2027, à l'exception des économies dans lesquelles les taux directeurs resteront relativement restrictifs à la fin de l'année 2026, comme le Brésil, la Colombie et la Türkiye. Après une orientation neutre en 2025 et 2026, la politique budgétaire devrait se durcir quelque peu dans la plupart des économies de l'OCDE en 2027, avec un assainissement assez marqué au Royaume-Uni, en France, en Italie et dans plusieurs économies européennes plus petites. La politique budgétaire devrait avoir une orientation légèrement restrictive dans la majorité des économies de marché émergentes en 2026-27, mais rester globalement inchangée dans certaines des économies les plus importantes, dont la Chine, l'Inde et l'Indonésie.

L'inflation en zone euro est globalement revenue à la cible de 2 % de la BCE : elle a atteint 2,4 % en moyenne en 2024 (après 5,4 % en 2023) et 2,1 % en 2025. Cela a permis à la BCE de normaliser ses taux directeurs. Le taux de dépôt a ainsi diminué de 4,00 % en juin 2024 à 2,00 % en juin 2025, soit 8 baisses de 25 points de bases (pb) sur la période. La Présidente de la BCE a indiqué que la Banque Centrale arrivait au terme de son cycle d'assouplissement monétaire, le taux de dépôt étant proche de son niveau "neutre" pour l'économie. Les marchés n'anticipent donc pas d'évolution des taux directeurs courant 2026. Un ralentissement marqué de l'activité en 2026 pourrait inciter la BCE à positionner son taux directeur sous ce niveau, mais ce n'est pas ce qui est anticipé à ce stade.



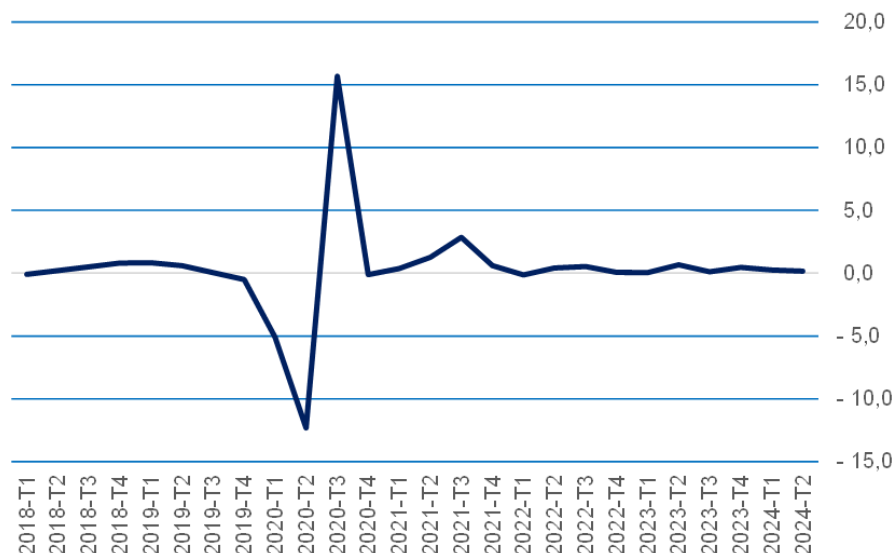
■ L'emploi dans les pays développés

La demande de main-d'œuvre a montré de nouveaux signes de modération cette année. Le nombre d'offres d'emploi par chômeur a dans l'ensemble continué de diminuer et est désormais inférieur à la moyenne de 2019 dans de nombreuses grandes économies, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, au Canada et au Japon. Au niveau sectoriel, les mesures d'offres d'emploi dans les services administratifs et les services d'aide, incluant les services d'emploi temporaire, attestent un recul particulièrement net dans tous les pays. Le taux de chômage dans l'économie médiane de l'OCDE s'est orienté à la hausse, passant de 5.2 % au premier semestre de 2024 à 5.5 % au troisième trimestre de 2025.

Cette situation s'explique toutefois en partie par l'augmentation des taux d'activité. Un accroissement de ces taux a été observé pour toutes les grandes cohortes d'âge dans de nombreuses économies européennes, dont le Danemark, l'Espagne, la France, l'Irlande, la Lettonie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Tchéquie.

1.2. Le contexte national

Evolution du produit intérieur brut (PIB) %



Évolution du PIB et Prévisions Économiques

Les prévisions de croissance du PIB et d'inflation pour 2026 montrent une légère amélioration.

- Croissance du PIB prévue à +1,0% pour 2026 selon la Banque de France.
- Inflation estimée à +1,5% en juin 2026 selon l'Insee.
- Taux d'intérêt à long terme sous pression, avec un OAT à 10 ans à 3,6% fin 2025.

Les modifications institutionnelles et les évolutions des finances locales sont notables.

- Nombre de communes stables à 34 875 depuis 2025.
- Transferts de compétences et modifications institutionnelles en cours.
- Évolution de l'épargne brute des collectivités locales en baisse.

État des Finances Publiques

Les prévisions de déficit et de dette des administrations publiques montrent une tendance préoccupante.

- Déficit public prévu à -4,4% du PIB en 2024, -3,2% en 2026.
- Dette publique totale atteignant 130% du PIB.
- Évolutions des prévisions de solde public indiquent une détérioration continue.

Réforme des Indicateurs Financiers

La réforme des indicateurs financiers pour les communes et intercommunalités prévoit des ajustements progressifs des fractions de correction jusqu'en 2028.

- En 2023, les fractions de correction sont prises en compte à 90 % pour le potentiel fiscal et financier des communes.
- Les taux de correction pour l'effort fiscal des communes sont modifiés : 100 % en 2023, 90 % en 2024, 80 % en 2025, 40 % en 2026 (amendement à 60 %), 20 % en 2027, et 100 % en 2028.

POINTS CLÉS DES PROJECTIONS FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

	2024	2025	2026	2027	2028
PIB réel	1,1 0,0	0,9 (0,8) 0,2 (0,1)	1,0 0,1	1,0 - 0,1	1,1 -
IPCH	2,3 0,0	0,9 - 0,1	1,3 0,0	1,3 - 0,5	1,8 -
IPCH hors énergie et alimentation	2,3 0,0	1,6 - 0,1	1,6 0,0	1,6 0,0	1,7 -
Taux de chômage (BIT, France entière, % de la population active)	7,4 0,0	7,6 0,1	7,8 0,2	7,6 0,2	7,4 -

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire. Les révisions par rapport à la prévision de septembre 2025, fondée sur les comptes trimestriels du 29 août 2025, sont indiquées en italique, calculées en points de pourcentage et sur des chiffres arrondis.

Pour 2025, la projection de croissance du PIB réel est indiquée sur la base des dernières informations disponibles (enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France publiée le 9 décembre 2025). Le chiffre entre parenthèses correspond à la projection réalisée pour l'Eurosystème et finalisée le 3 décembre 2025, avant la publication de l'enquête mensuelle de décembre.

La consommation des ménages, après une évolution relativement atone en 2025 sous l'effet notamment d'une forte épargne liée à l'incertitude, serait soutenue en 2026 par les gains de pouvoir

d'achat du salaire moyen par tête puis par la reprise de l'emploi à partir de 2027, sous l'hypothèse d'un repli de l'incertitude politique et budgétaire. Le taux de chômage à 7,7 % au troisième trimestre 2025 progresserait légèrement en 2026, puis amorcerait un repli à 7,6 % en 2027 et à 7,4 % en 2028.

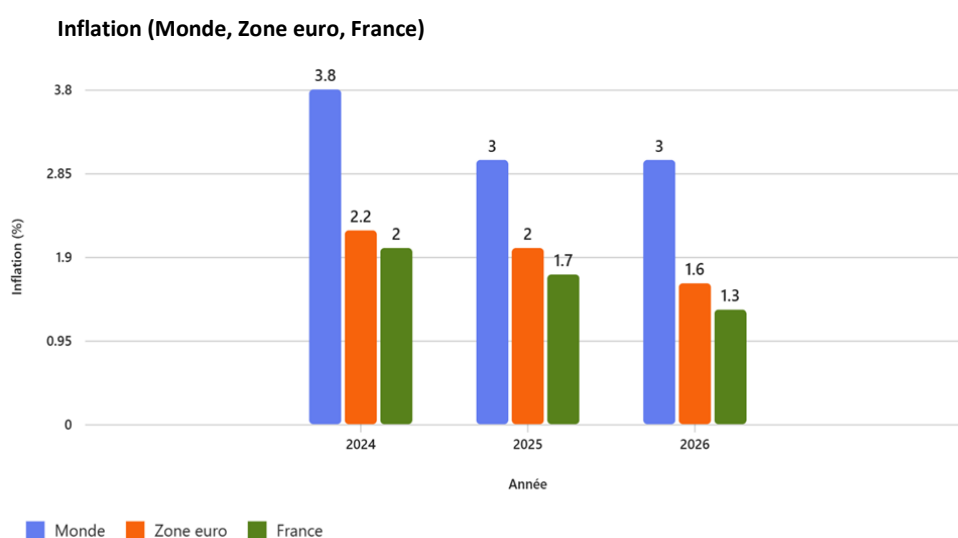
Compte tenu de sa hausse de 0,5 % au troisième trimestre 2025 et des dernières informations disponibles pour le quatrième trimestre, le PIB progresserait à un rythme de 0,9 % en moyenne annuelle en 2025, après 1,1 % en 2024. L'activité a notamment été tirée par la production de matériels de transport (aéronautique), avec un mouvement de restockage au premier semestre en anticipation d'exportations très dynamiques au second semestre. La croissance se raffermirait un peu à 1,0 % en 2026 et 2027, et à 1,1 % en 2028, soutenue par le redressement de la consommation des ménages et de l'investissement privé.

1.3. Les mesures pour les collectivités relatives à la Loi de Finances pour 2026

En cours de débat à l'Assemblée Nationale et au Sénat

■ Fiscalité locale

En matière de fiscalité foncière, le glissement de l'IPCH (Indice des prix à la consommation harmonisé) constaté entre novembre 2024 et novembre 2025 s'élève à +0,8 %. Cette évolution entraînera une revalorisation équivalente de +0,8 % des valeurs locatives cadastrales (VLC) pour l'année 2026.



■ DGF du bloc communal

En attente de l'analyse d'impact du projet loi de finance 2026, la DGF pour 2026 est maintenue au même niveau qu'en 2025, avec des ajustements prévus.

- DGF totale de 27,395 Md€ pour 2026.
- Versement par douzièmes basé sur les montants de 2025.
- Augmentation de la péréquation de 290 M€ prévue.

- **Extension du FCTVA**

Le périmètre du FCTVA reste étendu aux dépenses liées à l'aménagement de terrains, et son taux reste inchangé.

1.4. Les mesures issues de la loi de programmation des finances publiques 2023-2027

- **La limitation de la hausse des dépenses des collectivités**

C'était une des mesures qui cristallisaient le mécontentement des représentants des collectivités, mais elle fait partie de la version de la LPFP sur laquelle le gouvernement a engagé sa responsabilité.

Une trajectoire limitant la hausse des dépenses des collectivités à l'inflation -0,5% est donc adoptée. A date, cette trajectoire est prévue comme suit : 2% en 2024, 1,5% en 2025 et 1,3% en 2026 et 2027.

- **Des concours financiers en hausse**

C'est le second axe de cette loi, par lequel l'exécutif entend contrebalancer l'effort demandé aux collectivités pour le redressement des finances publiques.

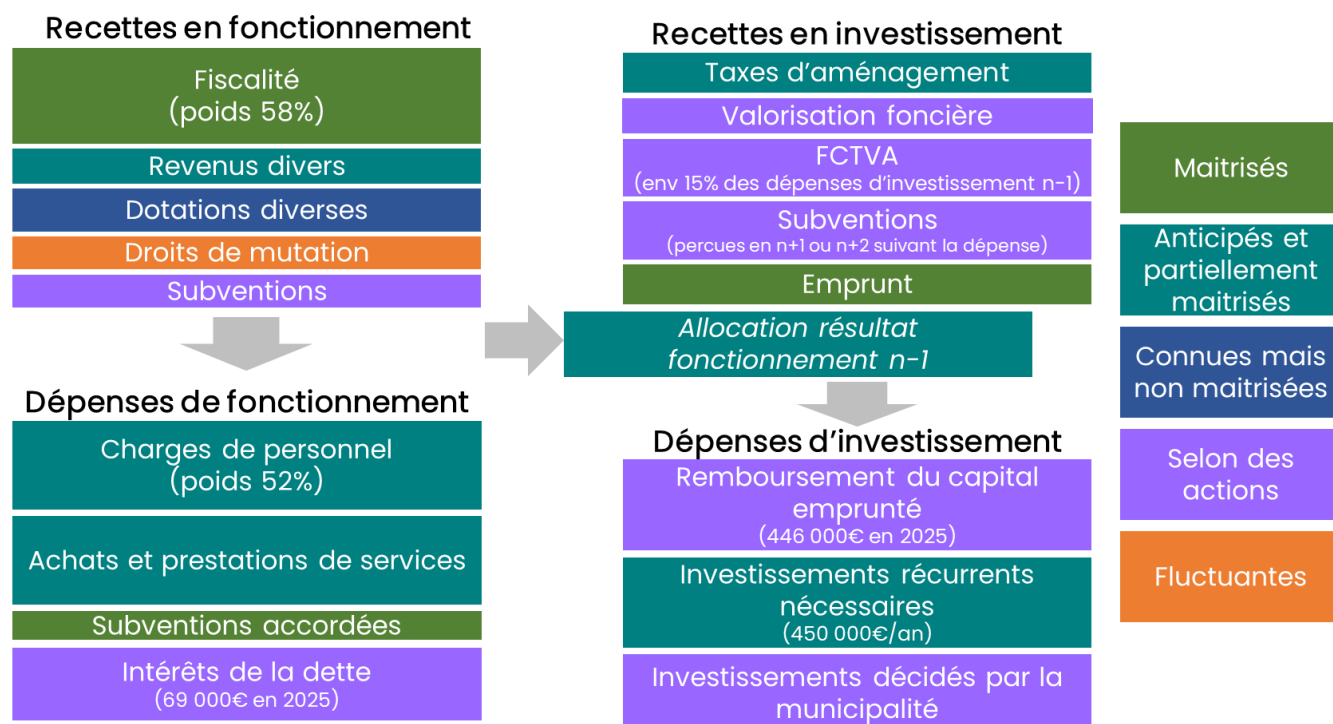
Selon l'article 13 de ce projet, l'objectif de l'état serait de passer de 53,980 Mds€ de concours financiers au PLF 2024 à 56,043 Mds€ en 2027.

La trajectoire d'évolution du FCTVA mènerait notamment ce fonds de 7 104 M€ au PLF 2024 à 7 786 M€.

2. SITUATION ET PROSPECTIVE BUDGETAIRE POUR LA COMMUNE DE COUBLEVIE

2.1. Rappel sur le financement du budget communal

Le schéma ci-dessous explicite, de façon très simplifiée, le financement du budget communal en fonctionnement et en investissement.



Il est important de préciser que le **résultat de fonctionnement (ou l'épargne brute)**, vise en priorité à **financer l'investissement**. Il est attendu qu'il puisse, a minima, couvrir le remboursement du capital emprunté.

Il est néanmoins possible, lorsque des dépenses exceptionnelles sont anticipées, d'allouer une partie de l'épargne brute au budget de fonctionnement de l'année suivante (n+1). C'est d'ailleurs ce qu'il s'est produit en 2023, dans le but de mettre en place une provision suite à la mise en cause de la commune sur le péril Route de Grenoble (2020-2023), ainsi qu'en 2024, pour constituer une réserve communale, afin de constituer une provision pour risque en attendant de pouvoir contracter des assurances. La commune est aujourd'hui de nouveau assurée, hors l'assurance couvrant le risque juridique. Le maintien de la provision pour risque (aujourd'hui 375k€) reste donc nécessaire.

2.2. Rappel sur la situation de la commune de Coublevie, les projets de l'équipe municipale et ses orientations budgétaires

L'objectif est de donner à Coublevie les infrastructures qui correspondent à sa population tout en engageant plus encore la dimension écologique et solidaire.

Coublevie est une commune dont la population croît et qui est attractive pour son environnement et sa proximité de Grenoble et Voiron. Les orientations doivent permettre de maintenir cette attractivité en engageant les projets nécessaires à la qualité des services correspondants aux besoins des habitants.

Les principaux objectifs et orientations, détaillés dans le PLU aujourd'hui en vigueur, sont :

- Maîtriser et structurer les développements urbains
- Préserver et mettre en valeur les sites et paysages
- Investir dans des équipements publics en cohérence avec l'évolution de la population
- Orienter l'aménagement et l'urbanisation vers une approche durable et résiliente prenant en compte les risques majeurs
- Organiser les conditions de déplacement sur l'ensemble du territoire communal, en encourageant les modes de déplacement doux et les transports en commun
- Favoriser l'implantation et le développement des activités économiques, agricole, touristique et commerciale locale
- Développer les services éducatifs, culturels et sportifs
- Renforcer la cohésion sociale et encourager la solidarité
- Offrir un accès au développement numérique à toutes et tous

Ces objectifs, ambitieux, exigeaient à la fois une vision de long terme, mais également des investissements à mettre en œuvre à court terme, dès ce mandat, tout en nous assurant que le rythme d'investissement, historique sur ce mandat, et les choix sur les dépenses de fonctionnement ne grèvent pas les capacités à faire et à investir de la commune sur les prochains mandats.

Ces objectifs exigeaient à la fois :

- **D'optimiser les dépenses et les recettes de fonctionnement**, afin d'avoir la capacité d'accroître les services proposés aux citoyens, en cohérence avec les demandes et l'accroissement de la population.
- **D'identifier des marges de manœuvre importantes en investissement**, en cherchant à consolider les co-financements sur les projets, et en s'appuyant notamment sur un niveau d'épargne nette annuel (calculé sur l'excédent de fonctionnement), permettant d'activer des emprunts lors du prochain mandat.

L'augmentation des taux d'imposition, votée en 2024, qui était devenu nécessaire pour permettre à la commune de maintenir la structure de l'Envol et compenser les impacts de l'inflation, des coûts de l'énergie et des revalorisations des salaires des fonctionnaires, nous a permis de sécuriser les finances de la commune sur le moyen terme, tant en fonctionnement qu'en investissement.

Les coupes budgétaires des communes et de nos collectivités partenaires (communauté d'agglomération, département, région) au niveau national se poursuivront très probablement sur les années à venir, avec des impacts sur les accès aux subventions (et donc notre capacité à investir) et l'augmentation des cotisations des retraites de fonctionnaires, affectent significativement les finances communales à horizon 2028, voire 2032 au niveau fonctionnement sur le chapitre 012.

2.3. Les principaux éléments structurants du budget communal sur l'année 2025

2.3.1. Les recrutements / la situation en ressources humaines

ETP/ service (hors apprentis)	2021	2022	2023	2024	2025
-------------------------------	------	------	------	------	------

DGS	2,5	2,0	1,7	2,0	2,0
Ressources (RH et finances)	2,5	2,5	2,8	2,8	3,13
Affaires générales et relation citoyenne + distribution	4,1	4,4	3,4	4,0	3,98
Urbanisme	1,0	1,3	2,7	2,0	1,94
Affaires sociales (CCAS)	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6
Service scolaire et hygiène bâtiments	23,0	21,9	20,7	23,6	24,62
Services techniques	13,0	14,8	12	11,2	11,58
Police Municipale	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Total	48,5	49,3	45,8	48,1	49,85
Taux d'administration	8,98	8,57	7,96	8,20	8,31
Total chapitre 012	1 814 533 €	2 035 823 €	2 158 500 €	2 186 620 €	2 252 785 €

Sur l'année 2025, les principaux faits marquants sont les suivants :

- **L'affectation de l'équipe hygiène bâtiment à l'équipe périscolaire en septembre (1,2 ETP)**, l'essentiel de l'équipe étant affecté à la fois à l'hygiène des écoles et du reste des bâtiments communaux. Pour des questions de simplicité de lecture, le tableau ci-dessous affecte ces 1,2 ETP sur le service scolaire sur l'année complète.
- **Un arrêt maladie longue durée** au service affaires générales
- **Deux arrêts en période de reclassement** au service scolaire
- **Un arrêt supérieur à 180 jours** aux services techniques
- **Une retraite pour invalidité**
- **Des départs** : 3 aux services techniques, 6 au service scolaire
- **Des arrivées** : 3 aux services techniques, 2 au service scolaire, 1 au service ressources, 1 au service affaires générales
- **Globalement** : Un effectif à fin 2025 de 49,85 ETP correspondant à un effectif moyen sur l'année 202 de 48,1 ETP, contre 45,8 ETP sur l'année 2023

2.3.2. L'avancement des projets structurants

L'année 2025 s'illustre notamment par :

- La livraison de l'école maternelle du cèdre, avec l'installation des jeunes élèves dans ce tout nouveau bâtiment en mars 2025.
- La restructuration de l'Ecole d'Orgeoise (transformation de l'aile maternelle en classe pouvant accueillir les primaires) entre mars et août 2025, et l'installation des classes de CM1 et CM2 à la rentrée de septembre.
- La finalisation des travaux phase 2 Coeur de Village (Voirie Chemin des Dominicains, enfouissement lignes Télécoms, restructuration des postes alimentation électriques, zone

parking pour école maternelle et alimentation de l'Ecole maternelle en chauffage urbain) en juillet 2025.

- La réalisation des travaux phase 3 cœur de village entre l'école d'Orgeoise et rond-point (restructuration du parking d'orgeoise, créations de trottoirs, voies piétonnes et voies cycles). Les derniers travaux (raccords et terre-pleins du rond-point ainsi que la signalétique verticale et horizontale) seront finalisés au 1^{er} trimestre 2026.
- La publication de l'appel d'offre pour la phase 4 cœur de village, incluant le parvis d'Orgeoise et le réaménagement du carrefour route de St Jean, rue du Bérard et route de la Buisse. Cette dernière phase permet de sécuriser le solde du fond de concours cœur de village du Pays Voironnais.
- Les premiers travaux de mise en place de la vidéo protection, avec l'installation du poste de visionnage, l'installation de la fibre connectant les futurs sites de vidéoprotection et l'installation des 1^{ères} caméras à la mairie.
- La réalisation des 1^{er} travaux d'urgence sur la charpente du Couvent des Dominicains, le lancement du mécénat pour sa réhabilitation et la publication de l'appel d'offre pour les travaux de sauvegarde qui sont programmés en 2026.
- L'appel d'offre sur la réalisation du quartier senior en cœur de village, qui nous a permis de sélectionner un groupement proposant un projet d'habitat inclusif senior, ainsi que des appartements en acquisition classique ou sociale (bail réel solidaire).

2.3.3. Atterrissage 2025 en fonctionnement

Nota-bene : Les données de l'atterrissage budgétaire 2025 ne sont pas encore totalement consolidées. Les chiffres présentés sont une estimation, avec une marge d'erreur très faible.

L'atterrissage 2025 estimé en dépense et en recette est détaillé dans les annexes 1 et 2.

▪ Recettes en fonctionnement

L'atterrissage en recettes 2025 est de 5 267 289,53 € soit + 41 946 € par rapport au BP 2025 soit + 0.8 %. Les éléments explicatifs sont les suivants :

- **Des ventes produits et services en hausse de +19 000 € par rapport au BP:**
 - Des ventes de concession cimetière supérieures **+ 5 500 €** grâce à la reprise en main par les services du suivi des concessions
 - Alimentation et périscolaire **+ 30 000 €**
 - Des redevances domaine public en hausse de **+ 4 000 €**
 - Redevance GEPU **-20 000 €**
- **Des impôts et taxes inférieurs au BP -51 000 € :**
 - Impôts directs locaux **- 92 000 €**
 - Autres contributions directes **+ 8 600 €**
 - Des droits de mutation en hausse **+ 32 000 €**
 - La taxe sur consommation finale électricité en hausse de **+ 6 500 €**
- **Des dotations supérieures de +91 000 € rapport au BP :**
 - Une dotation forfaitaire (DF) de **-1 000 €**
 - Une DSR : **+ 5 000 €**
 - Un reversement de TVA de **+ 8 353 €**

- CVAE : **+ 8 420 €**
- Dotation nationale de péréquation : **+ 3 000 €**
- Autres : **+ 24 000 €** (CAF pour périscolaire)
- Compensation TP par Département : **+32 000 €**
- **Autres produits de gestion courante** : - 18 000 € / BP
 - Revenus immeubles : **- 17 000 €**
 - Divers (Sub fonctionnement Programme Leader) : **-25 000 €** (Sera perçu en 2026)
 - Produits exceptionnels remboursements arrêts personnels : **+ 19 000 €**

■ **Dépenses en fonctionnement**

L'atterrissage 2025 en dépenses est de 4 626 697,31 € / BP soit -164 678,27€ (-2,88 %) / BP 2025

- **Des charges à caractère général inférieures de -13 000 € par rapport au BP**
 - Alimentation **+ 16 000 €**
 - Chauffage : **+ 9 000 €**
 - Eau : **+ 6 000 €**
 - Electricité + gaz : **- 8 500 €** ;
 - Carburants : **- 2000 €**
 - Des dépenses liées aux services extérieurs de **+ 5 000 €**
 - Entretien voiries et réseaux : **- 16 000 €**
 - Entretien bois et forêts : **+ 7 500 €**
 - Contrat prestations services : **- 9 000 €**
 - Entretien Matériel roulant : **+ 7 000 €**
 - Publications, annonces, tirages : **+ 7 000 €**
 - Télécoms : **+ 3 000 €**
 - Fournitures scolaires : **- 6 000 €**
 - Assurances : **+ 18 000 €**
 - Frais actes contentieux : **-10 000 €**
 - Etudes et recherches : **+ 9 000 €**
 - Locations immobilières : **+ 3 000 €**
 - Divers : **- 11 000 €**
- **Des charges de personnel inférieures de – 72 000 € par rapport au BP**
- **Autres charges de gestion** : - 31 000 € / BP
 - Indemnités + formations Elus : **- 5 000 €**
 - Autres contributions (TE38) : **+ 17 000 €**
 - Divers (Frais de justice contentieux) : **- 50 000 €**

■ **Résultat de fonctionnement**

	CA 2021	CA 2022	CA 2023 (hors provision)	CFU 2024 (hors report)	CFU 2025
Recettes	4 127 398 €	4 475 646 €	4 672 287 €	5 099 154 €	5 267 289 €
Dépenses	3 490 565 €	3 911 451 €	4 068 278 €	4 235 095 €	4 626 697 €
Résultat	636 833 €	564 195 €	604 009€	864 059	640 592 €

2.3.1. Atterrissage 2025 en investissement

Nota-bene : Les données de l'atterrissage budgétaire 2025 ne sont pas encore totalement consolidées. Les chiffres présentés sont une estimation, avec une marge d'erreur très faible.

■ Dépenses en investissement

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024	CFU 2025	RAR 2025	Total 2021-25
Investissements récurrents (yc OPFI régie)	561 914€	351 356€	465 202€	293 332€	430 061€	179 409€	2 281 274€
Investissements structurants (yc OPFI SMMAG et pension de famille)	1 026 417€	2 693 208€	1 381 620€	5 401 693€	2 794 008€	878 940 €	14 175 887€
Emprunts	359 023 €	428 027 €	440 831 €	442 722 €	436 220 €	0 €	2 106 824€
OPFI autres					37 853 €		37 853€
Total dépenses	1 947 353€	3 472 592€	2 287 653€	6 137 748€	3 698 142€	1 058 349€	18 601 837€

■ Recettes en investissement

chap		CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024	CFU 2025	RAR 2025
001	Report Crédits investissement n-1 non consommés	2 766 719	8 253 929	6 450 913	5 646 551	1 169 005,93	
041	Opération ordre patrimonial		54 064	-	124 372	47 821,74	
27636	Remboursement CCAS	5 132	5 363	5 605	5 858	6 122,10	
10226	Dotation Taxe aménagement 2022	211 867	385 016	124 454	200 489	42 448,82	
10222	Remboursement TVA	434 603	197 966	303 350	238 361	910 507,64	
1068	Affectation excédent budget fonctionnement N-1	529 859	636 833	164 195	428 845	1 064 098,69	
040	OP transfert section (dotation amortissements)	134 793	152 247	187 787	210 237	200 263,69	
	Remboursement SPIC à la commune		-				
16	emprunt	6 000 000					
2031	Immo corporelles Remboursement		1 275			9,00	
	outillage				10 623		
024	produit de cession et d'immo	-	-	-	10 700		
	plus value sur les cessions						
13	Subventions	50 148	236 812	699 148	430 717	771 450,96	2 377 056,52
	Total Recettes investissements	10 133 121	9 923 505	7 935 452	7 306 753	4 211 728,57	2 377 056,52

Le report des crédits d'investissement non consommés sur 2026 s'élève à 513 585.52€

2.4. Prospective 2026-2032

Note importante :

Ce rapport d'orientation budgétaire étant le dernier du mandat, son **objectif est de montrer la « capacité à faire » de la commune pour les 6 prochaines années, tant en fonctionnement qu'en investissement**. Ainsi :

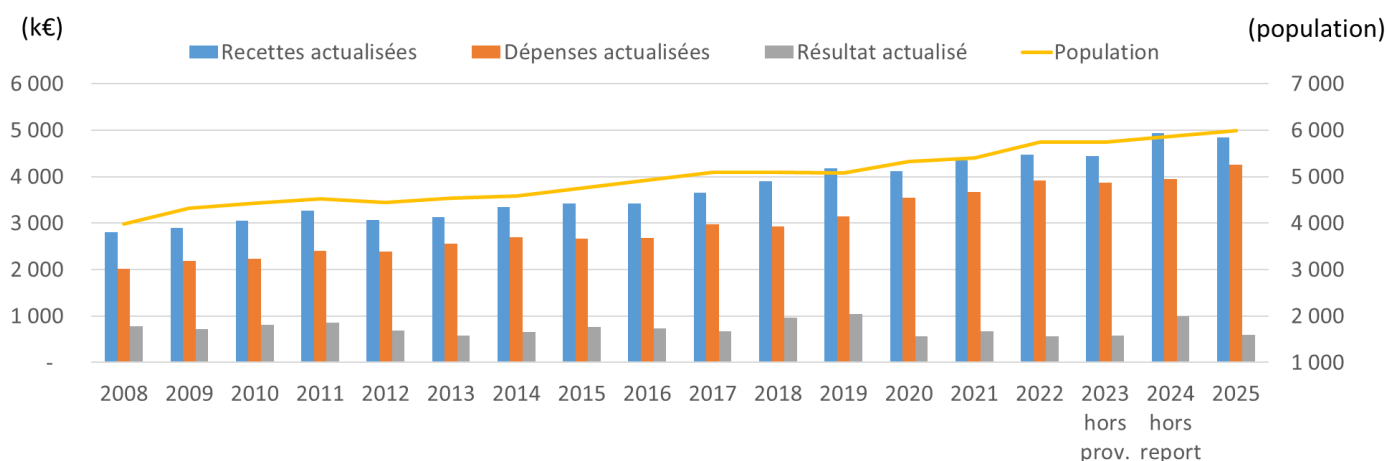
- **les dépenses en fonctionnement augmentent avec l'inflation uniquement**, et avec notre connaissance des réformes à venir. Elles sont donc proposées avec des ressources humaines stables.
- **les recettes suivent le même principe**, en prenant en compte l'accroissement du nombre de logements (et donc de la taxe foncière associée) telle qu'anticipé dans le nouveau PLU voté en décembre 2024. En effet, après le « coup de frein » permis durant la période de révision du PLU, la commune va recommencer à se développer, de façon maîtrisée autour du cœur de village et de la route de Grenoble.

Ce sera à la prochaine équipe municipale de faire les choix politiques pour le prochain mandat.

2.4.1. Rétrospective sur les recettes et dépenses de fonctionnement

En faisant une analyse rétrospective, avec des données financières actualisées (lissant l'inflation) sur les 15 dernières années, on observe que les recettes en fonctionnement de la commune ont pu croître proportionnellement à l'évolution de la population en s'appuyant sur quatre hausses d'impôts locaux, en 2010, 2015, 2018 et 2024.

Evolution budget de fonctionnement vs population – euros constants base 2022



Pour faciliter la lecture, les chiffres 2023 et 2024 sont purgés de la mise en place de la provision pour le péril de Grenoble (2023) et du report en fonctionnement (2024).

Cette rétrospective permet de mettre en lumière un certain nombre d'éléments sur les 5 années du mandat :

- Des aléas / ou modifications de contexte hors contrôle de la commune
 - Avec des impacts positifs sur les finances de la commune :
 - Un quadruplement de la dotation départementale de la taxe professionnelle : +140 000 € entre 2020 et 2025, qui se réduit néanmoins fortement en 2026 (impact loi de finance)

- Avec des impacts négatifs sur les finances de la commune :
 - Le péril route de Grenoble, avec une mise en cause de la commune pour des actions conduites en 1995, qui a conduit à provisionner 375 000 € en 2023.
 - Les impacts du Covid et de la crise ukrainienne : inflation et prix de l'énergie (triplément du prix d'électricité entre 2021 et 2023, compensé en 2023 par l'amortisseur énergie et l'extinction nocturne de l'éclairage)
 - Des droits de mutation en baisse forte avec la crise immobilière : -120 000 € vs 2022
 - La mise en œuvre des réformes sur les ressources humaines, décidées par l'état (mise en place du Régime indemnitaire RIFSEEP, augmentation du point d'indice, revalorisations du SMIC, réforme des 6 premiers échelons de la fonction publique territoriale, glissement vieillesse technicité, etc...). A effectif constant, ces réformes, nécessaires, ont impacté le budget ressources humaines de la commune de +14% à euro constant et de +26% à euro courant. Ces réformes ne sont pas compensées par les dotations de l'Etat.
- Les actions de l'équipe municipale depuis son installation en 2020
 - Un doublement de la dotation de solidarité communautaire lors de la négociation du pacte financier et fiscal : + 70 000 € depuis 2020
 - Une renégociation de la compensation des terrains occupés par la CAPV : +25k€/an à partir de 2024
 - Un travail de fond sur les pistes d'économie en fonctionnement, qui a permis de dégager près de 60 000 € d'économies pérennes (extinction de l'éclairage public, renégociation de marchés, optimisation des abonnements télécoms, etc...)
 - La mise en œuvre de recrutements nécessaires dès la première année du mandat au sein de l'équipe ressource (lui permettant de revenir au niveau de 2015), et de la direction générale (+ 1 personne)
 - La mise en œuvre de recrutement choisis par l'équipe en 2021 : un temps partiel à 40% au CCAS, alors sans personnel dédié, et le recrutement d'un urbaniste / aménageur pour piloter la révision PLU et les projets d'aménagement urbains de la commune et la réinternalisation de l'instruction des demandes d'urbanisme (+1ETP), encouragé par la décision de la CAPV de facturer ce service
 - La mise en place des activités périscolaires en 2021-2022 dont les surcoûts (RH, prestation, achat de matériel) sont financées par la caisse d'allocation familiale, ainsi que le choix d'affecter des ATSEM à toutes les classes de maternelle
 - Le choix de l'équipe municipale de soutenir la crèche associative l'envol
 - La décision d'augmenter la fiscalité de 8.5% (soit 2.92 points) en 2024

2.4.2. Données d'entrées pour la prospective 2026-2032

▪ Estimation du budget alloué aux ressources humaines à ETP constant

Le budget Ressources Humaines est impacté sur la période 2026-2032, avec :

- l'augmentation des cotisations des retraites des fonctionnaires (CNARCL) de 3 points/an jusqu'à 2028 puis de 2 points/an jusqu'à 2032, augmentant le niveau de cotisation de 31.65% en 2024 à 51.65% en 2032 : +220 000€/an à horizon 2032

- la mise en place de la participation obligatoire à la mutuelle santé en 2026 : +13 500€

ETP/ service	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
DGS	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Ressources (RH et finance)	3,13	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8
Affaires générales et relation citoyenne	3,98	4,2	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
Urbanisme	1,94	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Affaires sociales (CCAS)	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Service scolaire et hygiène bâtiments	24,62	24,6	24,8	25,3	25,5	25,4	25,5	25,1
Services techniques	11,58	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0
Police Municipale	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Total	49,85	50,2	50	50,6	50,8	50,6	50,7	50,4
Taux d'administration	8,31	8,33	8,11	7,88	7,73	7,70	7,60	7,61
Total chapitre 012	2 252 785	2 352 695	2 427 717	2 542 950	2 620 318	2 680 745	2 754 107	2 807 605

Cf annexe 6 sur des éléments de compréhension sur l'indicateur du taux d'administration

■ Estimation de la croissance en nombre de logements et nombre d'habitants

Cette estimation est basée :

- Sur l'héritage de l'ancienne mandature, qui continuera à impacter la commune jusqu'en 2025, avec notamment les programmes Adonis (2023-2024), Schola (2026), Pattolat II (dont le premier a été livré 2025), Pré Jourdan (livraison lot social en 2026)
- Sur les premières OAP encadrées dans le nouveau PLU, qui sortiront de terre à partir de 2027 (quartier cœur de village, Pattolat et route de Grenoble)

Ces estimations impactent :

- La section investissement, avec les recettes liées à la taxe d'aménagement
- La section fonctionnement sur les recettes TFPB et DGF

NB : Le vote de la taxe d'aménagement majorée (TAM) en 2020, les nouveaux programmes, essentiellement situés dans les périmètres de TAM à 10% (cœur de village) et à 20% (route de Grenoble)

Programmes (OAP)	taux	TA totale (€)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Pattolat I	10%	253 820		126 910	88 837	38 073			
Pattolat III	10%	263 973		131 986	92 390	39 596			
Pattolat IV	10%	126 910							126 910
Cœur de village 1	10%	264 843	132 422	92 695	39 726				
Rte Grenoble 1	20%	659 932		329 966	230 976	98 990			
Rte Grenoble 2	20%	406 112			203 056	142 139	60 917		
Rte Grenoble 3	10%	152 292						152 292	

Pôle santé	10%	91 168			91 168				
Cœur de village 2	10%	386 946					193 473	135 431	58 042
CCAS Rte Grenoble	20%	404 662					202 331		202 331
OAP Guillon	10%	152 292						76 146	
Lotissements									
Clos de Voissant	5%		8 677	5 206					
Chartreux	5%		10 412						
OAP Bérard	10%	67 340			67 340				
Autre diffus			15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Total TA (€)			166 510	701 763	828 494	333 798	471 721	378 869	402 283
Nombre de logements			2640	2680	2773	2913	3010	3045	3120
Nombre de LLS + BRS			322	337	405	458	500	513	545
Nombre de logement hors LLS (base TF)			2318	2343	2386	2499	2578	2607	2668
Taux SRU			12,21%	12,57%	14,60%	15,73%	16,60%	16,85%	17,45%
Croissance VLC			0,80%	1,30%	1,40%	1,30%	1,30%	1,30%	1,30%
Taxe foncière (€)			3 139 157	3 262 081	3 340 799	3 442 889	3 649 158	3 809 045	3 898 070
Population			6026	6172	6419	6567	6577	6678	6618
DGF (€)			482 451	473 567	473 768	481 330	481 042	470 503	466 473

La réalisation des premières OAP fixées dans le PLU apportera à la commune des moyens financiers importants, à la fois en fonctionnement avec les recettes de taxe foncières (+800k€ vs 2025) et en investissement, avec près de 3.3M€ de taxe d'aménagement (impact de la Taxe d'aménagement majorée votée en 2020 sur le secteur route de Grenoble à 20% et cœur de village à 10%) . Ces recettes supplémentaires permettront à la prochaine équipe de développer de nouveaux services ou de réaliser des investissements choisis.

▪ Estimation de l'inflation

L'estimation est basée sur les prospectives de la Banque de France pour la période 2026-28.

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Inflation	1,60%	1,60%	1,70%	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%

▪ Autres données d'entrée

En section fonctionnement :

- La prise en charge SDIS par la CAPV débattue en 2024 et 2025 remise en cause. Le budget SDIS est donc réintégré dans les charges de fonctionnement sur la période (+124k€ en 2026, +156k€ en 2032)
- L'accroissement de la fréquentation des enfants à la cantine scolaire réévaluée à la hausse (en dépense et recette)
- La mise en place d'une subvention d'équilibre CCAS à partir de 2027 (et non 2026)

- Une amende SRU supprimée entre 2027 et 2030 (compensation subvention projet pension de famille actuellement en construction)
- Une dotation aux provisions pour risques de 53 000€ en 2026 (péril chemin de la Grande Sure)
- Une baisse sur les charges à caractère général et les services extérieurs vs 2025 (notamment chauffage, entretiens de voiries, matériel roulant, honoraires, etc.)
- Une augmentation des primes d'assurance (anticipation assurance risque juridique)
- Une baisse anticipée de l'attribution du fonds départemental de la taxe professionnelle de -40k€ à partir de 2026.

En section investissement :

- Les RAR de l'année 2025 (1 058 348€) notamment :
 - Phase 2 cœur de village (539k€)
 - Le déploiement de la vidéoprotection (61k€)
 - L'AMO sur la sauvegarde du couvent (55k€)
 - La végétalisation du cimetière (72k€)
- L'intégration des investissements en cours d'engagement d'ici mars 2026 :
 - La phase 3 cœur de village (1,1M€) prévoyant la réhabilitation de – il est essentiel d'engager les dépenses avant la fin de mois de mars 2026 afin de sécuriser les 35% de subvention du Pays Voironnais
 - La sauvegarde du couvent (496 k€)
 - La poursuite du déploiement de la vidéoprotection entre 2026 et 2028 (161k€)
 - La convention avec le département sur les travaux route de Grenoble (250k€)
 - La subvention accordée pour la pension de famille (50k€ en 2026 et 2027)

NB : la future équipe municipale pourra remettre en cause l'ensemble des projets ci-dessus en dehors de la convention avec le département sur les travaux route de Grenoble et la subvention pension de famille

- Une estimation grosse maille des investissements dits « récurrents »
- Une ligne de dépenses non affectées de 709 k€

2.5. Prospective en section de fonctionnement 2026-32

2.5.1. Les dépenses de fonctionnement

Les détails sont présentés par années en annexe 1

	ANNEES	CFU 2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
011	CHARGES à CARACTERE GENERAL	1 500 451	1 441 779	1 430 571	1 457 769	1 479 287	1 495 724	1 518 215	1 533 194
60	achats non stockés	553 186	549 274,09	557 576	569 512	577 137	579 463	587 621	588 040

61	services extérieurs	503 894	471 118	475 795	484 883	493 157	501 554	510 077	518 729
62	autres services extérieurs	79 568	70 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
	publicité publication rel publ	70 540	74 487	75 666	76 938	78 080	79 240	80 416	81 611
	dépl missions et réc	23 772	700	711	723	734	745	756	768
	frais post et de télécom	31 760	32 649	33 168	33 978	34 735	35 503	36 283	37 074
	divers	230 051	235 782	219 554	223 287	226 636	230 035	233 486	236 988
63	impôts taxes	7 679	7 770	8 101	8 447	8 807	9 184	9 576	9 985
012	CHARGES DE PERSONNEL	2 252 785	2 352 695	2 427 717	2 542 950	2 620 318	2 680 745	2 754 107	2 807 605
014	Atténuation de produits	58 853	77 663	15 780	15 780	15 780	15 780	38 780	35 780
65	AUTRES CH COURANTES	549 158	497 962	532 104	542 500	555 021	565 321	570 656	574 027
	ind et frais de mission aux élus	120 062	135 576	182 717	185 902	190 233	194 341	196 480	198 652
	cont et part obligatoires	249 259	196 386	183 387	190 598	198 787	204 978	208 173	209 371
	subv de fonct aux pers dt privé	179 837	166 000	166 000	166 000	166 001	166 002	166 003	166 004
66	CHARGES FINANCIERES	65 116	57 020	48 754	40 275	36 323	33 292	30 264	27 392
67	CHARGES EXCEPT	70	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
042	opérations d'ordre de transfert entre sections	200 264	215 000	215 000	215 000	215 000	215 000	215 000	215 000
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS (semi-budgétaires)	-	53 500	600	600	600	600	600	600
	TOTAL dépenses scénario RH optimal	4 626 697	4 696 618	4 671 526	4 815 874	4 923 329	5 007 462	5 128 623	5 194 597

2.5.2. Les recettes de fonctionnement

Les détails par année sont présentés en annexe 2.

		CFU 2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
002	Report en fonctionnement n-1								
70	Produits sces ventes diverses	547 758	544 256	542 517	549 681	562 518	568 877	565 415	568 342
73	Impôts et taxes	3 583 371	3 647 363	3 790 287	3 884 005	4 001 095	4 207 364	4 367 251	4 456 276
74	Dotation et participation	874 124	792 184	783 299	783 499	791 060	790 771	780 231	776 200
75	Autres pdts gest courante	210 524	152 000	127 000	127 000	127 000	127 000	127 000	127 000
76	Produits financiers	962	590	500	-	-	-	-	-
77	Produits exceptionnels	43	-	-	-	-	-	-	-
042	opérations d'ordre de transfert entre sections	45 384	55 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
7815	Reprise sur provisions		-	-	-	-	-	-	-
79	Transfert de charges		-	-	-	-	-	-	-

013	Atténuation de charges	5 124	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000
	TOTAL RECETTES	5 267 290	5 202 392	5 294 603	5 395 185	5 532 672	5 745 012	5 890 897	5 978 818

2.5.3. Le résultat de fonctionnement

	CFU 2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Recettes de fonctionnement	5 267 290	5 202 392	5 294 603	5 395 185	5 532 672	5 745 012	5 890 897	5 978 818
Dépenses de fonctionnement	4 626 697	4 696 618	4 671 526	4 815 874	4 923 329	5 007 462	5 128 623	5 194 597
Résultat de fonctionnement	640 592	505 774	623 077	579 311	609 343	737 549	762 275	784 221

2.6. Focus sur les indicateurs d'endettement

	<i>en milliers d'€</i>	CFU 2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Impact sur le budget de fonctionnement	Produits de fonctionnement	5 267	5 202	5 295	5 395	5 533	5 745	5 891	5 979
	Charges de gestion	4 558	4 636	4 619	4 772	4 883	4 970	5 094	5 163
	Epargne de gestion	709	567	676	623	650	775	796	816
	Intérêts de la dette	69	61	53	44	40	37	34	31
	Epargne brute	641	506	623	579	609	738	762	784
Indicateurs d'endettement	Remboursement du capital de la dette	436	444	451	357	342	338	341	305
	Epargne nette (capacité d'autofinancement)	204,37	62,11	171,70	222,46	267,56	399,40	421,65	479,59
	En cours dette	7 180	6 900	6 620	6 340	6 060	5 780	5 500	5 220
	Annuité de la dette	505	504	504	401	382	375	375	336
	Annuité de la dette/habitant (en euros)	84	84	82	62	58	57	56	51
	Capacité de désendettement en année	11,21	13,64	10,62	10,94	9,95	7,84	7,22	6,66
	Taux d'épargne brute	12,16%	9,72%	11,77%	10,74%	11,01%	12,84%	12,94%	13,12%

Le récapitulatif des emprunts en cours :

Début-fin emprunt	Montant	Taux	Banque	Objet	Intérêts restants dus au 01/01/26	Capital restant dû au 01/01/26
08/12/11-01/01/27	300 000	4,51%	CDC	Construction centre technique	3 566,80	52 339,90
27/02/12-01/05/27	800 000	4,51%	CDC	Construction centre technique	9 511,58	139 572,96

03/02/09-10/02/29	310 000	5,01%	Caisse épargne	Route du guillon	6 600,38	73 448,29
03/03/17-01/03/32	694 000	1,34%	CFFL	Acquisition terrain cœur de village	13 512,02	306 171,26
02/04/20-01/06/40	1 100 000	0,91%	Banque postale	Eaux pluviales	53 522,25	797 500,00
04/05/21-04/05-46	6 000 000	0,78%	Caisse épargne	Ecole et couvent	410 080,20	5 003 373,08

2.7. Prospective en section investissement

2.7.1. Les dépenses d'investissement

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	total
Investissements récurrents (yc OPFI régie)	366 869	382 296	388 030€	393 225	398 498	403 852	409 286	2 742 057
Investissements structurants (yc OPFI SMMAG et pension de famille)	2 046 750	85 000	60 000					2 191 750
Emprunts	443 669	451 374	356 852	341 778	338 148	340 621	304 630	2 577 073
Dépenses non affectée	709 455							709 455
Total dépenses	3 566 744	918 670	804 882	735 003	736 646	744 473	713 916	8 220 335

2.7.2. Les recettes en investissement

Pour faciliter la prospective sur la « capacité à faire », les reports de crédits d'investissement ne sont pas pris en compte à partir de 2027

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	Total
Report Crédits investissement n-1 non consommés	513 586							
Remboursement CCAS	6 399	6 399	6 399					
Dotation Taxe aménagement 2022	166 510	701 763	828 494	333 798	471 721	378 869	402 283	
Remboursement TVA	461 521	53 983	58 439	50 493	51 257	51 257	52 034	
Affectation excédent budget fonctionnement N-1	640 592	505 774	623 077	579 311	609 343	737 549	762 275	
OP transfert section (dotation amortissements)	216 000	216 000	216 000	216 000	216 000	216 000	216 000	
produit de cession et d'immo	1 200 000							
Subventions	2 099 677	220 380	57 000					
Total Recettes investissements	5 304 284	1 704 299	1 789 410	1 179 601	1 348 321	1 383 676	1 432 591	14 142 181

2.8. Evaluation de la « capacité à faire » de la commune sur la prochaine mandature

L'évaluation repose sur l'autofinancement cumulé en fonctionnement et en investissement (14.15M€), auquel sont soustraits :

- Les RAR 2025 (1.06M€)
- Le remboursement des emprunts sur 2026-2032 (2.58M€)
- Les dépenses liées aux travaux de la route de Grenoble et à la subvention de la pension de famille (350k€)

Tous les autres investissements qui seront engagés d'ici le mois de mars pourront être remis en cause par la prochaine équipe municipale.

Soit une capacité de financement (hors remboursement emprunts) entre les mains de la prochaine mandature de 10,2M€ (hors FCTVA sur les investissements qui seront choisis). La ventilation en fonctionnement et en investissement sera le choix de la prochaine équipe.

3. SITUATION ET PROSPECTIVE BUDGETAIRE DU SPIC (BUDGET ANNEXE)

3.1. Eléments de l'année 2025

Le chauffage de la nouvelle école maternelle est assuré par la chaufferie bois de la commune. Une sous-station de chauffage avec un échangeur a été installée dans les locaux techniques de la nouvelle école maternelle. Un réseau de chaleur a été réalisé pour raccorder cette sous-station à la chaufferie, avec une subvention ADEME de 32 680 € et subvention CAPV de 16 000 € sur budget Ecole maternelle, pour un montant de travaux de 110 000 €

L'exploitation de la chaufferie réalisée par la CCIAG depuis le 1er juin 2024

Des discussions sont en cours pour revenir à une puissance souscrite de l'EHPAD reflétant la réalité (650kW environ). En effet, la puissance souscrite en 2014 par l'EHPAD par convention était de 950 KW, puissance surévaluée par consensus pour assurer l'équilibre budgétaire du SPIC et permettre à la commune de conduire l'investissement. La convention a aujourd'hui atteint les 10 ans et es de ce fait obsolète.

3.2. Eléments de prospective pour le budget 2025 et 2026

A ce jour le budget du SPIC doit au budget de la Commune la somme de 124 485 €

L'Inscription dans les budgets prévisionnels d'un remboursement du SPIC s'avère toujours difficile voire impossible.

En accord avec le Trésor Public, la dette du SPIC envers la commune devrait pouvoir être transformée en 2026 en subvention de la commune (ce qui permettrait d'éteindre la dette)

Mise en place d'une réserve budgétaire prévisionnelle au niveau investissement de 26 000 €, pour les travaux de maintenance importants P3.

A fin 2025 (18 mois de contrat) le montant du P3 est de 37 000 € pour un prévisionnel de 45 000 € sur trois ans.

Prévisions à réaliser avant septembre 2027 (date de début de la saison de chauffe) :

Mise en place d'un chauffage secours Gaz en propriété de la commune, pour sécuriser la fourniture de chaleur tant à nos clients que pour les bâtiments de la Commune. (Les chaudières Gaz de l'EHPAD ont environ 50 ans).

La norme impose dorénavant une hauteur de 18 mètres pour les nouvelles chaufferies bois. Même si la chaufferie bois actuelle de Coublevie n'est pas impactée, il y a nécessité de rehausser la cheminée afin d'éviter la retombée des fumées sur l'Ecole du Cèdre et autres bâtiments à proximité.

3.2.1. Atterrissage 2025 et prospective 2026-27 en fonctionnement

Sur l'atterrissage 2025 :

- des achats des combustibles conformes au BP, avec un solde de fonctionnement qui doit équilibrer le solde d'investissement qui lui est négatif (de 15 000 € à 35 000 € suivant les années) chaque année depuis le début.

- Compte tenu des dépenses toujours importantes sur les chaudières bois, l'impossibilité d'inscrire un remboursement du SPIC à la commune, tant concernant le prêt initial de la commune pour la constitution du SPIC en 2014, que le remboursement de la subvention exceptionnelle de 25 000 € (DM 2023).

A ce jour le budget du SPIC doit au budget de la Commune la somme de 124 485 €

Pour le budget 2025-26 :

- la vente de chaleur est augmentée de 4% en 2025 pour R1 et R2 (CM du 20 décembre 2024), idem pour 2026
- L'espoir que les travaux de maintenance très importants réalisés en 2023 et 2024 puissent faire baisser lesdites dépenses en 2025 et 2026
- L'inscription dans le budget prévisionnel d'un remboursement du SPIC de 5 631 € en 2025 et 5 513 € en 2026

	RECETTE FONCTIONNEMENT	CA 2022	CA 2023	CFU 2024	CFU 2025	2026
002	report excédent fonctionnement année N-1	17 250,81	18 544,21	4 145,79	11 818,51	50 393,34
Chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestation de service	202 697,46	213 795,06	228 734,90	258 230,13	238 000,00
706	vente chaleur	202 697,46	213 795,06	228 734,90	258 230,13	238 000,00
Chapitre 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	15 130,79	15 130,79	15 130,79	24 818,87	26 232,01
777	amortissement subvention (ordre)	15 130,79	15 130,79	15 130,79	24 818,87	26 232,01
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	1,38	836,00	4 333,00	1 512,74	100,00
7588	autres	1,38	836,00	4 333,00	1 512,74	100,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	25 000,00		0,00	0,00
778	Participation exceptionnelle du budget de la commune		25 000,00			
	TOTAL	235 080,44	273 306,06	252 344,48	296 380,25	314 725,35

	DEPENSES FONCTIONNEMENT	CA 2022	CA 2023	CFU 2024	CFU 2025	2026
011	charges à caractère général	151 084,86	193 486,34	179 417,55	169 038,10	178 500,00
6061	Fournitures non stockables(gestion achat combustible P1)	99 031,87	95 237,31	96 502,40	107 358,81	113 000,00
61528	Autres travaux			400,00		
6156	maintenance (P2 et P3)	47 952,99	51 549,00	75 193,87	57 579,29	60 000,00
	petits travaux		42 600,03			1 000,00
6168	assurances					
6226	honoraires	4 100,00	4 100,00	5 875,00	4 100,00	4 500,00
6231	annonces et insertions			1 446,28		
6288	autres services extérieurs (gestion des cendres)					
	compensation Ehpad (gaz)					
Chapitre 65	autres charges de gestion courante	0,00	0,00	1,05		25 808,70,00
658	charges diverses gest courante RembT commune 2023			1,05		25 808,70
Chapitre 66	Charges financières	7 360,03	6 695,18	6 020,54	5 335,99	4 641,38
66111	intérêts	7 798,97	7 140,56	6 472,48	5 794,57	5 106,70
66112	icne	-438,94	-445,38	-451,94	-458,58	-465,32
6688	frais bancaires					
Chapitre 67	Charges exceptionnelles			0,00		
6743	Subvention exceptionnelle de fonctionnement			0,00		
Chapitre 68	Dotations aux amortissements et aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6817	dotations aux dépréciations des actifs circulants					200,00
Chapitre 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	38 201,56	38 201,56	38 201,56	57 567,09	58 980,21
6811	dotation aux amortissements	33 543,10	33 543,10	33 543,10	52 908,63	54 321,75
6811	prov po renouvellet mat (R3)					
6862	dot ch financ à répartir	4 658,46	4 658,46	4 658,46	4 658,46	4 658,46
023	virement section investissement		0,00			25 879,75
022	Dépenses imprévues		0,00	0,00		
	TOTAL	196 646,45	238 383,08	223 640,70	231 941,18	314 725,35
	Solde de fonctionnement	38 433,99	34 922,98	28 703,78	64 439,07	0,00

3.2.2. Atterrissage 2025 et prospective 26-27 en section investissement

Les tableaux ci-après présentent les budgets d'investissement, avec l'atterrissage 2025 et budget prévisionnel 2026 à 2027.

	RECETTES INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	CFU 2024	CFU 2025	2026
	Total Reports et subvention	1 829,00	19 889,78	42 537,19	38 082,15	60 640,79
001	report excédent N-1 - solde d'exécution de la section d'investissement reporté	1 829,00				
1068	autres réserves		19 889,78	30 777,19	16 885,27	14 045,73
13	Subventions d'investissement		0,00	11 760,00	21 196,88	0,00
1315	Groupements de collectivités		0,00	11 760,00		
021	Virement de la section de fonctionnement année N		0,00			46 595,06
Chapitre 040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	38 201,56	38 201,56	38 201,56	57 767,09	58 980,21
1562	provision matériel					
28138	dotation aux amortissements	33 543,10	33 543,10	33 543,10	50 108,63	50 108,62
28301	dotation aux amortissements				2 800,00	2 800,00
4817	pénalités renégociation dette (ordre)	4 658,46	4 658,46	4 658,46	4 658,46	4 658,46
	TOTAL	40 030,56	58 091,34	80 738,75	95 649,24	119 621,00

	DEPENSES INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	CFU 2024	CFU 2025	2026
001	Déficit d'investissement reporté		19 889,78	30 777,19	16 885,27	14 045,73
16	Emprunt	44 789,55	45 447,96	46 116,04	46 793,95	47 481,82
1641	emprunt	44 789,55	45 447,96	46 116,04	46 793,95	47 481,42
1687	autres dettes (versement à la commune)					
20	immo incorporelles (études)		8 400,00	5 600,00	0,00	0,00
2031	Etudes		8 400,00	5 600,00		
21	immo corporelles (travauxP3)	0,00	0,00		21 196,88	31 861,44
2138	Autres constructions				21 196,88	31861,44
chapitre 040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	15 130,79	15 130,79	15 130,79	24 818,87	26 232,01
13918	amortissement subvention (ordre)	15 130,79	15 130,79	15 130,79	24 818,87	26 232,01
	TOTAL	59 920,34	88 868,53	97 624,02	109 694,97	119 621,00
	Solde d'investissement	-19 889,78	-30 777,19	-16 885,27	-14 045,73	0,00

Annexe 1 : Budget principal - Dépenses de fonctionnement par poste 2021-2032

		CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024	CFU 2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
011	CHARGES à CARACTERE GENERAL	1 010 833	1 182 253	1 226 037	1 296 940	1 500 451	1 441 779	1 430 571	1 457 769	1 479 287	1 495 724	1 518 215	1 533 194
60	achats non stockés	430 473	488 069	498 625	554 792	553 186	549 274	557 576	569 512	577 137	579 463	587 621	588 040
6042	Achats prestations alimentation		128 555	127 465	150 583	165 697	167 282	169 643	174 833	176 712	175 209	176 130	172 799
60611	eau et assainissement	18 612	19 797	29 172	31 160	26 257	26 677	27 104	27 565	27 978	28 398	28 824	29 256
60612	énergie électricité et gaz	77 902	90 328	126 435	155 085	106 774	108 483	110 218	112 092	113 773	115 480	117 212	118 970
60613	chauffage urbain	68 475	69 455	68 909	79 804	109 291	100 000	101 600	103 327	104 877	106 450	108 047	109 668
60622	carburants	5 497	8 852	9 730	8 164	7 951	8 079	8 208	8 347	8 473	8 600	8 729	8 860
60623	alimentation	126 227	14 756	9 923	9 948	8 395	8 529	8 666	8 813	8 945	9 079	9 215	9 354
60628	autres fournitures non stockées		162	75	-		-	-	-				
60631	fourniture d'entretien	19 744	19 885	20 421	17 867	22 232	21 000	21 336	21 699	22 024	22 355	22 690	23 030
60632	fourniture de petit équipement	28 997	35 897	38 324	37 084	32 029	32 542	33 063	33 625	34 129	34 641	35 161	35 688
60633	fourniture de voirie	15 421	19 454	8 630	10 453	6 610	10 323	10 488	10 666	10 826	10 988	11 153	11 321
60636	vêtements de travail	8 267	9 414	12 471	9 736	9 942	10 101	10 263	10 438	10 594	10 753	10 914	11 078
6064	fournitures administratives	8 356	8 499	5 914	7 667	6 282	8 000	8 000	8 000	8 000	6 500	8 000	6 500
6067	fournitures scolaires	35 932	27 586	19 166	20 005	21 942	22 452	22 769	23 442	23 741	23 539	23 663	23 215
6068	autres matieres et fournitures	17 041	35 429	21 991	17 235	29 783	25 806	26 219	26 665	27 065	27 471	27 883	28 301
61	services extérieurs	297 699	383 932	399 913	389 459	503 894	471 118	475 795	484 883	493 157	501 554	510 077	518 729

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

611	contrats de prestations de sces	51 544	52 166	84 625	68 066	71 899	72 500	73 660	74 912	76 036	77 176	78 334	79 509
6132	locations immobilières	9 726	12 063	16 887	16 880	20 619	17 000	17 272	17 566	17 829	18 097	18 368	18 644
61351	Location matériel roulant						3 800						
61358	locations mobilières	5 732	9 904	4 747	5 343	4 154	1 994	2 026	2 060	2 091	2 123	2 154	2 187
61521	entretien de terrains	589	1 338	-	-	16 453	7 000	7 112	7 233	7 341	7 452	7 563	7 677
615221	entretien de bâtiments publics	23 484	11 662	40 624	29 083	33 316	33 849	34 391	34 975	35 500	36 033	36 573	37 122
615228	autres bâtiments	2 430	-	-	-	-	2 163	2 197	2 235	2 268	2 302	2 337	2 372
615231 et 232	entretien de voies et reseaux	51 097	152 066	78 388	40 844	86 288	75 000	76 200	77 495	78 658	79 838	81 035	82 251
61524	entretien bois et forêts	-	-	1 450	2 552	8 581	8 500	8 636	8 783	8 915	9 048	9 184	9 322
61351+551	entretien de matériel roulant	11 165	16 842	14 286	12 343	24 850	15 000	15 240	15 499	15 732	15 968	16 207	16 450
61558	entretien autres biens mobiliers	55 216	42 593	67 285	62 941	61 391	62 373	63 371	64 448	65 415	66 396	67 392	68 403
6156	maintenance	23 143	31 434	26 065	32 653	28 334	33 000	33 528	34 098	34 609	35 129	35 656	36 190
6161	primes d'assurance multirisques	12 290	15 914	18 697	23 933	73 982	89 870	91 308	92 860	94 253	95 667	97 102	98 558
6162	Assurance obligatoire dommage-construction				46 793	7 899							
6168	primes assurances autres	10 457	10 677	12 818	15 914	17 944	17 389	18 167	18 976	19 761	20 557	21 365	22 186
617	etudes et recherches		-		3 487	9 386	-	-	-	-	-	-	-
6182	doc generale et technique	3 388	3 133	2 151	2 461	2 469	3 521	3 577	3 638	3 693	3 748	3 804	3 861
6184	verset a des org de formation	13 496	11 669	19 912	14 274	10 521	12 000	12 192	12 399	12 585	12 774	12 966	13 160

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

6188	autres frais divers	23 944	12 471	11 976	11 893	25 808	16 159	16 918	17 705	18 471	19 248	20 037	20 837
62	autres services extérieurs	12 634	38 470	44 696	46 346	79 568	70 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
62268	honoraires	12 634	38 470	44 696	46 046	79 330	60 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
6227	frais d'actes et de contentieux		-	-	300	49	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
	publicité publication rel publ	48 456	55 807	48 524	58 781	70 540	74 487	75 666	76 938	78 080	79 240	80 416	81 611
6231	annonces et insertions	3 436	1 817	137	4 561	4 083	3 000	3 048	3 100	3 146	3 194	3 241	3 290
6232+33+34	fêtes et cérémonies	3 577	16 183	15 545	17 604	18 676	18 975	19 279	19 607	19 901	20 199	20 502	20 810
6236	catalogue et imprimés	4 839	19 540	15 663	30 266	41 245	41 905	42 576	43 299	43 949	44 608	45 277	45 956
6237	publications	15 558		1 500	-		-	-	-	-	-	-	-
6238	divers tirages	9 443	4 441	3 487	425	141	800	800	800	800	800	800	800
6248	frais transports div	11 603	13 826	12 193	5 925	6 395	9 806	9 963	10 133	10 285	10 439	10 596	10 754
	dépl missions et réc	1 827	508	174	222	23 772	700	711	723	734	745	756	768
6251	voyages et déplacements		-		-		200	203	207	210	213	216	219
6256 et 6255	missions et déménagements	1 500	-		-	23 772	-	-	-	-	-	-	-
6234	réceptions	327	508	174	222		500	508	517	524	532	540	548
	frais post et de télécom	40 013	32 806	34 092	30 012	31 760	32 649	33 168	33 978	34 735	35 503	36 283	37 074
6261	frais d'affranchissement	6 295	5 519	5 062	6 303	4 467	4 788	4 865	5 198	5 526	5 858	6 196	6 539
6262	frais de télécommunications	29 437	27 209	28 931	23 607	27 225	27 660	28 103	28 581	29 009	29 445	29 886	30 335
627	services bancaires et assimilés	4 282	78	99	101	69	200	200	200	200	200	200	200

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

	divers	173 649	176 506	193 117	209 619	230 051	235 782	219 554	223 287	226 636	230 035	233 486	236 988
6281	concours divers cotisations...	4 343	4 700	4 887	5 526	5 847	5 282	5 367	5 458	5 540	5 623	5 707	5 793
6283	Frais de nettoyage des locaux	380	-	-	13 781	3 240	6 000	6 096	6 200	6 293	6 387	6 483	6 580
62875	Aux communes membres du GFP	1 133	-	-	-	-							
6288	autres services extérieurs	167 794	171 806	188 230	190 312	220 964	224 500	208 092	211 629	214 804	218 026	221 296	224 616
63	impôts taxes	6 083	6 155	6 897	7 710	7 679	7 770	8 101	8 447	8 807	9 184	9 576	9 985
63512	taxes foncières	5 758	5 799	6 044	6 664	7 679	7 337	7 660	7 997	8 349	8 717	9 100	9 501
63513	autres impôts locaux	19	20	654	1 032		54	57	59	62	65	68	71
6355	taxes et impôts sur les véhicules	306	336	199	14		378	384	390	396	402	408	414
012	CHARGES DE PERSONNEL	1 814 533	2 035 823	2 141 597	2 186 621	2 252 785	2 352 695	2 427 717	2 542 950	2 620 318	2 680 745	2 754 107	2 807 605
6218	autres personnel extér	51 175	49 672	53 430	45 532	17 881							
6331	versement mobilité	8 310	9 286	9 785	9 824	11 933							
6332	cotisations fnal	5 194	5 804	6 116	6 141	6 293							
6336	cotisations au cnfpt et autres	19 290	21 933	23 811	24 405	24 973							
64111	rémun principale	863 943	983 755	976 562	985 354	1 015 848							
64112	suppl famil trait	15 680	17 028	17 685	8 190	8 069							
64113	NBI				9 502	10 160							
64118	autres indemnités	15 573	15 329	12 705	20 406	16 752							
64131 et 132	rémunération	302 493	336 211	405 484	414 749	422 943							

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

64138	autres indemnités		-		10 002	9 492							
6417	rémunération des apprentis	12 361	15 493	8 217	10 148	18 781							
64172	Apprentis_Indemnité inflation		200										
6451	cotisations à l'urssaf	218 814	240 724	261 664	250 412	266 665							
6453	cot aux caisses de retraite	225 072	259 164	258 783	278 952	310 488							
6454	cotisations aux assedic	12 181	13 499	16 068	16 334	17 218							
6455	cotisations pour assurance du personnel	43 381	43 539	67 936	75 758	74 166							
6457	cotisations sociales liées à l'apprentissage		-		-								
6458	cot aux organismes sociaux	2 613	3 045	3 004	-								
6474	viret aux autres œuvres sociales	7 778	8 522	8 423	8 322	8 698							
6475	médecine du travail pharmacie	6 562	8 142	8 186	8 599	10 148							
6478	autres charges sociales	4 113	4 478	3 736	3 992	2 276							
014	Atténuation de produits	55 071	63 617	89 231	55 459	58 853	77 663	15 780	15 780	15 780	15 780	38 780	35 780
739116	rev art 55 loi SRU	29 846	47 366	44 869	44 790	44 161	45 000	-	-			23 000	20 000
7391118+215	Autres dégrèvements sur contributions directes			29 448	-	6 802	16 883	-	-	-	-	-	-
7392221	fds péréquation ress interco commun (FPIC)	25 225	16 251	14 914	10 669	7 890	15 780	15 780	15 780	15 780	15 780	15 780	15 780
65	AUTRES CH COURANTES	389 684	299 301	313 061	384 781	549 158	497 962	532 104	542 500	555 021	565 321	570 656	574 027

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

	ind et frais de mission aux élus	122 684	115 643	121 056	123 997	120 062	135 576	182 717	185 902	190 233	194 341	196 480	198 652
65311	indemnités	107 239	107 543	111 680	113 944	110 227	116 841	118 710	120 610	122 660	124 500	126 367	128 263
65313	cotisations retraite	8 662	7 891	7 832	7 879	7 335	8 331	8 464	8 608	8 738	8 869	9 002	9 137
65314	cotisation de sécurité sociale part patronale				584	1 667	1 667	1 667	1 667	1 667	1 667	1 667	1 667
65315	frais de formation	6 287	165	1 500	1 500	-	8 179	8 310	8 443	8 586	8 715	8 846	8 978
653172	cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat	43	44	45	90	45	50	50	50	50	50	50	50
6541+42	créances admises en non valeur	452	-	-	-	788	508	516	525	533	541	549	557
657362	subvention de fonctionnement au CCAS		-	-	-		45 000	46 000	48 000	50 000	50 000	50 000	50 000
	cont et part obligatoires	224 180	123 555	139 758	155 675	249 259	196 386	183 387	190 598	198 787	204 978	208 173	209 371
6553	sce incendie	95 365	97 072	102 935	107 845	116 475	124 194	131 000	138 000	146 000	152 000	155 000	156 000
65541	cont fonds comp ch territoriales		-	-	-		-	-	-	-	-	-	-
65568	Autres contributions ...	120 866	18 661	19 787	36 244	123 334	60 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
6558	autres contributions obligatoires	7 949	7 822	17 037	11 586	9 449	12 192	12 387	12 598	12 787	12 978	13 173	13 371
	subv de fonct aux pers dt privé	42 821	60 102	52 246	105 109	179 837	166 000	166 000	166 000	166 001	166 002	166 003	166 004
65748	subv f (privé) autres organismes	41 912	59 697	52 230	100 054	161 093	165 000	165 000	165 000	165 000	165 000	165 000	165 000
65733+65731	Subv DEPARTEMENT et ETAT				3 000		-	-	-	-	-	-	-
65811+18	AUTRES				554	5 674	-	-	-	-	-	-	-

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

65888+65883	autres	908	405	16	1 502	13 070	1 000	1 000	1 000	1 001	1 002	1 003	1 004
66	CHARGES FINANCIERES	81 589	89 115	81 246	73 127	65 116	57 020	48 754	40 275	36 323	33 292	30 264	27 392
66111	intérêts emprunts et dettes	76 695	92 619	84 893	76 923	68 696	60 748	52 541	44 067	40 167	37 140	34 166	31 298
66112	ICNE	4 894	3 504	3 647	3 796	3 579	3 728	3 788	3 791	3 844	3 848	3 902	3 906
6688	autres charges financières		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
67	CHARGES EXCEPT	4 062	89 094	29 319	6 608	70	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion			3 272	-		-	-	-	-	-	-	-
673	titres annulés (sur exercices antérieurs)	4 062	764	1 047	6 608	70	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
674741	Budget annexe ou régie doté de la seule autonomie			25 000			-	-	-	-	-	-	-
658881	autres charges exept		88 330	-	-		-	-	-	-	-	-	-
042	opérations d'ordre de transfert entre sections	134 793	152 247	187 787	231 559	200 264	215 000	215 000	215 000	215 000	215 000	215 000	215 000
675	val comptable immob fin cédées	3 876	443	-	10 623		-	-	-	-	-	-	-
6761	Différences sur réalisations (positives) (ordre)	512	966	-	10 700		-	-	-	-	-	-	-
6811	dot aux amort des immo incorpor	130 405	150 838	187 787	210 237	200 264	215 000	215 000	215 000	215 000	215 000	215 000	215 000
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS (semi-budgétaires)	-	-	375 000	-	-	53 500	600	600	600	600	600	600
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de			375 000	-		53 000						

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

	fonctionnement courant												
6817	dot aux prov po dép actifs circul		-	-	-	-	500	600	600	600	600	600	600
	TOTAL dépenses	3 490 565	3 911 451	4 443 278	4 235 095	4 626 697	4 696 618	4 671 526	4 815 874	4 923 329	5 007 462	5 128 623	5 194 597

Annexe 2 : Recettes de fonctionnement par poste 2021-2028

		CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024	CFU 2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
002	Report en fonctionnement n-1			400 000	200 000								
70	Produits sces ventes diverses	387 727	405 954	494 612	489 901	547 758	544 256	542 517	549 681	562 518	568 877	565 415	568 342
70311	Concession cimetière	4 200	5 224	3 408	15 125	10 575	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
70323+321	redevance et occup dom public	16 616	5 831	13 349	7 344	18 738	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000
7067	redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	344 228	375 060	411 001	429 577	441 876	443 256	441 017	447 681	460 018	465 877	461 915	464 342
70688	autres prestations de services	4 436	18 541	19 412	14 406	14 500	14 500	14 500	14 500	14 500	14 500	14 500	14 500
7083	Locations diverses				16	552							
70843	Remboursemnt charges Personnel par CCAS					37 799	38 500	39 000	39 500	40 000	40 500	41 000	41 500
70848	autres pdts autres organismes	12 552	-	-	-		-	-	-				
70876+875	Prestation gestion EPU			45 838	22 919	23 719	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
70878	pdts par d'autre redevable	918	1 246	1 500	450		-	-	-	-	-	-	-
7088	autres produits d'act annexes	4 777	51	104	64		-	-	-	-	-	-	-

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	28 274	27 350	17 675									
72	Travaux en régie	28 274	27 350	17 675									
722	Immobilisations corporelles	27 846	27 350	17 675									
7761		428											
73	Impôts et taxes	2 848 079	3 077 956	3 195 004	3 463 860	3 583 371	3 647 363	3 790 287	3 884 005	4 001 095	4 207 364	4 367 251	4 456 276
73111	impôts directs locaux	2 267 829	2 370 424	2 584 078	2 977 121	3 064 058	3 139 157	3 262 081	3 340 799	3 442 889	3 649 158	3 809 045	3 898 070
73118	autres contributions directes				8 616	2 818							
7318	autres impôts locaux ou assimilés	2 650	1 163				-	-	-				
73211	attribution de compensation	51 491	28 572	28 572	28 572	28 572	28 572	28 572	28 572	28 572	28 572	28 572	28 572
73212	dotation de solidarité communautaire	60 058	139 634	139 634	139 634	139 634	139 634	139 634	139 634	139 634	139 634	139 634	139 634
73223	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	16 118	-			-	-	-	-	-	-	-	-
73141	taxe sur la consommation finale d'électricité	52 901	68 287	127 345	98 060	96 341	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

7363	Impôts sur les spectacles												
73123	taxe afférente au droit de mutation ou à la taxe de publicité	352 133	344 297	289 425	211 857	251 948	250 000	270 000	285 000	300 000	300 000	300 000	300 000
7388	Autres taxes diverses	44 900	125 579	25 950	-	-	-	-	-	-	-	-	-
74	Dotation et participation	781 584	793 475	761 450	890 976	874 124	792 184	783 299	783 499	791 060	790 771	780 231	776 200
74111	dotation forfaitaire	303 452	312 740	321 004	321 995	323 627	319 727	310 362	306 967	308 282	304 416	293 962	287 596
741121	dotation solidarité rurale	77 384	81 330	97 448	108 803	119 011	121 552	121 916	124 635	129 359	132 065	132 000	133 766
741127	dotation nationale de péréquation	27 200	30 332	34 828	35 589	38 327	39 145	39 262	40 138	41 660	42 531	42 510	43 079
742	dot aux élus locaux			163	163	163							
744	reversement TVA	34 805	10 457	18 225	11 400	8 353	-	-	-	-	-	-	-
7461	D.G.D.		4 000										
74711	Emplois jeunes	6 976	979	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
74718	autres		6 000	-	1 222	24 394	500	500	500	500	500	500	500
7473	départements			2 100	900	3 875	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

74748	subventions des communes	34 241	-	-			-	-	-	-	-	-	-
74751	GFP de rattachement	20 794	21 501	22 493	117 244	57 301	57 000	57 000	57 000	57 000	57 000	57 000	57 000
74758	autres groupements	121 267	142 561	41 352	7 289	310	-	-	-	-	-	-	-
7482	Compens perte droit enreg				552								
74836	attribution du fonds départemental de la taxe profesionnelle	90 705	130 710	166 558	187 805	184 759	148 259	148 259	148 259	148 259	148 259	148 259	148 259
74833+34	Etat compensation au titre des exonérations de TF+TH		26 858	29 587	30 590	40 057	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
7484	dot recensement					9 392							
747888	autres		875		32 165	57 626	64 000	64 000	64 000	64 000	64 000	64 000	64 000
74741	subv communes					6 930							
74888	autres attributions subventions	64 761	25 132	27 691	35 258			-	-	-	-	-	-
75	Autres pdts gest courante	61 356	155 267	169 333	181 253	210 524	152 000	127 000	127 000	127 000	127 000	127 000	127 000
752+55	revenus des immeubles	14 639	65 490	25 825	86 175	67 661	67 000	67 000	67 000	67 000	67 000	67 000	67 000
75738+74	Subvention fonctionnement autres					500	25 000						

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

758888	Autres produits exceptionnels	27 674	76 277	133 284	12 908	71 078	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
75888+83	autres produits divers de gestion courante	19 043	13 499	10 224	82 170	71 285	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
76	Produits financiers	1 857	1 625	1 707	1 250	962	590	500	-	-	-	-	-
761	Produits de participation			324	120	96							
76236	remboursement d'intérêts transférés par leur BA	1 857	1 625	1 383	1 130	866	590	500					
77	Produits exceptionnels	7 729	512	9 504	23 226	43	-	-	-	-	-	-	-
771	Dédits et pénalités perçus			2 150	-		-	-	-	-	-	-	-
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur		10		-		-	-	-	-	-	-	-
834769	autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 769	502	7 237	-		-	-	-	-	-	-	-
773	mandats annulés (sur exercices antérieurs)	-		118	2 862	43	-	-	-	-	-	-	-
775+773	cessions immobilisations	3 960			20 365		-	-	-	-	-	-	-

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

042	opérations d'ordre de transfert entre sections	-	-	22 768	33 144	45 384	55 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
722	Immo corporelles			17 675	29 147	41 731	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
7761	Diff / réal (+) transférées en investist. (ordre)	-			958		-	-	-	-	-	-	-
77681	Neutralisation amortissement versés sur sub			4 733	2 367	3 304	14 820						
777	quote part des subventions d'investissement transférée			360	672	348	180						
7815+7817	Reprise sur provisions	-	-		656		-	-	-	-	-	-	-
013	Atténuation de charges	10 792	13 508	17 909	14 887	5 124	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000
6419	remboursement sur rémunérations du personnel	10 792	8 508	17 909	13 894	5 124	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
6479	remb charges		5 000		993		1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
	TOTAL RECETTES	4 127 398	4 475 646	5 072 287	5 299 154	5 267 290	5 202 392	5 294 603	5 395 185	5 532 672	5 745 012	5 890 897	5 978 818

Annexe 3 : Dépenses d'investissement 2021-2032

Dépenses d'investissements Commune de Coublevie	n°	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024	CFU 2025	RAR 2025 sur 2026	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	Total 2021- 2025 (+RAR)	Total 2026 - 2032
Travaux réfection voiries commune de Coublevie	201	45 127	108 808	75 122	59 178	74 686	68 521	61 479	90 000	91 530	92 903	94 296	95 711	97 147	431 442	623 066
poteaux incendie /réseaux / espaces verts	202	11 866	3 660	10 812	5 626	27 763	-	10 000	10 160	10 333	10 508	10 687	10 869	11 053	59 726	73 610
Eaux pluviales	301	252 625	-	39 361	8 691	40 085	26 128	13 872	14 094	14 334	14 578	14 825	15 077	15 334	366 889	102 115
Travaux aménagement annexes mairie	501	5 022	10 000	19 131	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34 153	-
Tennis club	801	780	1 400	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 180	-
Crèche	802	7 032	975	2 178	-	-	-	3 000	3 048	3 100	3 146	3 194	3 241	3 290	10 186	22 019
Ecole du BERARD (Equipements et sécurisation après fermeture)	804	581	1 495	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 076	-
Développement durable Rénovation sources (Etudes et travaux)	902	-	5 597	-	1 938	13 059	-	3 000	3 048	3 100	3 146	3 194	3 241	3 290	20 594	22 019
Développement durable (aménagement piétons, cycles, projets citoyens)	902	-	-	19 039	2 188	26 299	27 170	9 530	10 000	10 170	10 323	10 477	10 635	10 794	74 695	71 929
Etudes et honoraires divers	903	49 362	10 444	30 900	21 168	-	7 452	12 548	15 000	15 255	15 484	15 716	15 952	16 191	119 326	106 146
CTM (aménagement)	100 1	7 804	-	8 877	3 000	21 420	-	5 000	5 080	5 166	5 244	5 323	5 402	5 483	41 101	36 698

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

Politique culturelle, patrimoine et animation	150 1			-	2 150	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 150	-
Accessibilité études	160 1	-	-		2 137	955	-	5 000	5 000	5 085	5 161	5 239	5 317	5 397	3 092	36 199
NON affectés	209 0	-	-					709 455	-	-	-	-	-	-	-	709 455
Gymnase	860 1	23 471	13 182	8 248	-	5 515	-	5 000	5 080	5 166	5 244	5 323	5 402	5 483	50 415	36 698
Bât communaux	870 0	29 496	2 957	2 364	27 000	51 000	-	9 600	9 754	9 919	10 068	10 219	10 373	10 528	112 817	70 461
Matériel HA divers (équipements ST, PM, reliure des actes, défibrillateurs, numérisation..)	870 3	122 143	97 705	85 170	78 642	58 247	31 804	78 500	70 000	71 190	72 258	73 342	74 442	75 558	473 710	515 290
Véhicules CTM	870 3		8 990	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	8 990	-
Informatique (serveur, réseau, outils ..)	870 3	60 327	26 008	64 809	13 160	35 778	-	22 500	20 000	20 340	20 645	20 955	21 269	21 588	200 082	147 297
Réseaux électriques et éclairage public	870 5	474	2 793	92 817	32 379	27 380	7 504	32 496	40 000	40 680	41 290	41 910	42 538	43 176	163 347	282 090
Achats terrains	870 7	120 780	-	6 374	245	690	3 326	28 924	10 000	10 170	10 323	10 477	10 635	10 794	131 415	91 323
Groupe scolaire d'orgeoise	960 2		29 992		2 687	1 799	7 506	2 494	10 000	10 170	10 323	10 477	10 635	10 794	41 984	64 893
Mairie(Travaux+Rénovation thermique)	803		1 500	-	15 660	4 620	-	-		-	-	-	-	-	21 780	-
Etudes Urbanisme dont révision PLU	202	55 809	25 056	12 189	102 468	20 020	-	11 000	5 000	5 085	5 161	5 239	5 317	5 397	215 542	42 199
Stade Paul Martel (Etudes 2021, Travaux 2022 et 2023)	302	-	11 292	33 270	1 047	4 680	-	-							50 289	-
Route de Vouise	401	239 019	239 635				-	-							478 654	-
Dalmassière	140 1	276 886	447 183	76 003	-	44 838	-	2 000	2 032	2 067	2 098	2 129	2 161	2 193	844 909	14 679

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

Ecole du cèdre	210 1	64 277	334 731	1 082 608	4 551 505	881 475	4 075	5 925	10 000	10 170	10 323	10 477	10 635	10 794	6 918 671	68 323
Parc Mairie	210 2	33 780	459 031	15 544	-	7 051	-	-							515 406	-
Aménagement cœur de Village	210 2	2 835	9 444	6 628	448 399	1 134 906	538 930	1 110 000		-	-	-	-	-	2 141 142	1 110 000
Halle de marché	210 2	31 521	208 907	43 262			-	-							283 690	-
Couvent, Lingerie, Chapelle des dominicains	210 3	-	3 593	22 793	65 358	18 845	55 470	495 900	-	-	-	-	-	-	166 059	495 900
Videoprotection (Etudes et travaux)	870 3	4 681	1 959	-	1 484	118 543	61 150	65 850	35 000	60 000					187 816	160 850
Achat Couvent des dominicains + Bat lingerie + parc	870 7	-	814 591				-	-							814 591	-
Groupe scolaire d'orgeoise - extension rénovation	960 2	130 334	68 922	71 649	58 908	383 303	13 782	- 0							726 898	- 0
Aménagement Cimetière et reprise concessions	990 1	12 300	13 300	-	-	-	71 526	5 000							97 126	5 000
Travaux aménagement voirie grandes opérations	201	-			36 600	33 361	-	250 000							69 961	250 000
Taxe aménagement (remboursement)	102 26					7 992		-							7 992	-
Subvention investissement (remboursement)	132 3					6 596		-							6 596	-
Opération financière : emprunts	16	359 023	428 027	440 831	442 722	436 220		443 669	451 374	356 852	341 778	338 148	340 621	304 630	2 106 824	2 577 073
Opération financière : Travaux en régie+ Amort Subv	40		27 350		33 144	45 384		45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	105 878	315 000
Opération financière : subvention				17 674	-	50 000		50 000	50 000						67 674	100 000

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

d'investissement (pension de famille)																
Opération financière : opération patrimoniale	41		54 064		120 266	47 822		-							222 152	-
Aménagement cœur village convention CAPV/SMMAG	45					44 545	134 007	70 000							178 552	70 000
Opération financière remboursement trop perçu de TA en 2023 pour immeuble ADONIS					-	23 265		-							23 265	-
TOTAL INVESTISSEMENTS		1 947 353	3 472 592	2 287 653	6 137 748	3 698 142	1 058 349	3 566 744	918 670	804 882	735 003	736 646	744 473	713 916	18 601 837	8 220 335

Annexe 4 : Détail des subventions

Nota- bene : toutes les subventions détaillées sur les années 2026-28 sont validées. Des subventions complémentaires ont été demandées (cases surlignées en rose) mais non comptabilisée dans la prospective.

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024	CFU2025	2026	2027	2028
Vestaires Dalmassière		100 000,00 €	466 169,00 €	100 000,00 €				
Purif air		1 800,00 €						
Halle Région		10 066,00 €	23 488,00 €		100 000,00 €			
Parc Région		10 945,00 €	25 538,00 €		100 000,00 €			
Velux Orgeoise		2 219,00 €						
Subvention CEE pour isolation réseau chauffage sous stations Bat communaux					12 190,50 €	15 417,50 €		
Etude thermique mairie			625,00 €					
Raccordement maternelle chaufferie bois Ageden					25 824,00 €	6 456,00 €		
Orgeoise plan école -300k€		51 782,00 €		26 396,00 €				
Orgeoise transformation CA						80 000,00 €		
Orgeoise transformation département territorial: déposé TR4 2024							73 820,00 €	
Nouvelle école maternelle DSIL			277 659,00 €			647 871,00 €		
Nouvelle école maternelle département plan école		60 000,00 €		140 000,00 €				
Nouvelle école maternelle département Conf Terr				49 555,00 €	129 240,00 €	97 205,00 €		
Nouvelle école maternelle CAF				86 648,54 €	213 351,46 €			
Cœur de village CAPV fond de concours					150 789,00 €	631 789,00 €		
Cœur de village SMMAG schéma vélo						244 692,09 €		
Cœur de village phase 1 département					23 830,00 €	55 602,00 €		
Cœur de village phase 2 route du bourg département (CT)							86 560,00 €	
Cœur de village phase 2 route du bourg DSIL						36 451,73 €		

Rapport d'orientation budgétaire 2026 – Commune de Coublevie

Cœur de village phase 2 - aménagements cycles								
Cœur de village phase 3 carrefour st jean / bérard département (RD/VC) / amende de police								
Cœur de village phase 3 orgeoise département								
Cœur de village phase 3 renaturation PCAET								
cœur de village phase 3 DSIL/DETR								
Couvent, chapelle DETR						63 291,40 €		
Couvent, chapelle sauvegarde fondation patrimoine								
Couvent, chapelle département étude 2024				4 902,00 €	11 438,00 €			
Couvent, chapelle département sauvegarde 2025 département						80 000,00 €		
Stade Paul Martel et Bois du Roux département				10 746,00 €				
Videoprotection DETR		0,00 €		168,20 €		83 840,80 €	20 000,00 €	23 000,00 €
Videoprotection département						20 000,00 €		
Vidéoprotection région							40 000,00 €	34 000,00 €
Velux ecole orgeoise			5 176,00 €					
Participation la poste tiroir caisse			492,00 €					
invest crèche CAF toitures 2024					4 788,00 €			
PCAET cours d'école				867,00 €				
Dossier amende carrefours et sécurisations				11 434,00 €				
parking velo alvéole						15 000,00 €		
Nouvelles poubelles bi-flux						7 000,00 €		
Cimetière - végétalisation - PCAET						15 060,00 €		

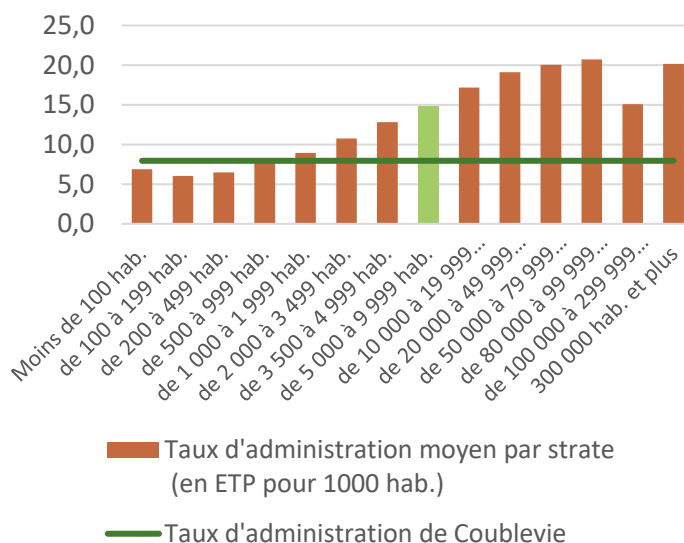
Annexe 5 : Eléments de compréhension sur le taux d'administration

Il semble important de préciser, comme chaque année, que le taux d'administration de la commune de Coublevie reste très modeste par rapport à la moyenne de sa strate. Plus encore, il correspond à la moyenne de strate de communes de moins de 1000 habitants. Ce taux d'administration est le fruit de l'histoire, puisque qu'il est en adéquation avec moyens financiers de la commune, qui a fait le choix, il y a quelques décennies déjà, de focaliser son développement sur l'habitat résidentiel au détriment des activités économiques.

Si la commune n'a ni l'ambition, ni le besoin d'atteindre le taux d'administration moyen de sa strate (soit de doubler ses effectifs !), **il démontre néanmoins que le niveau d'exigence sur les services est important, et que la qualité du service rendu aux citoyens peut être très fortement impactée lors de départs ou d'arrêts non anticipés, comme cela a été le cas en 2023.**

L'analyse comparative plus fine de communes ayant des points communs avec Coublevie en termes de nombre d'habitants, surface, positionnement sur le territoire réalisée en 2023 et actualisée en 2024 reste d'actualité. Les chiffres de Coublevie dans le tableau sont épurés de la provision mise en place en 2023.

Analyse du taux d'administration de Coublevie

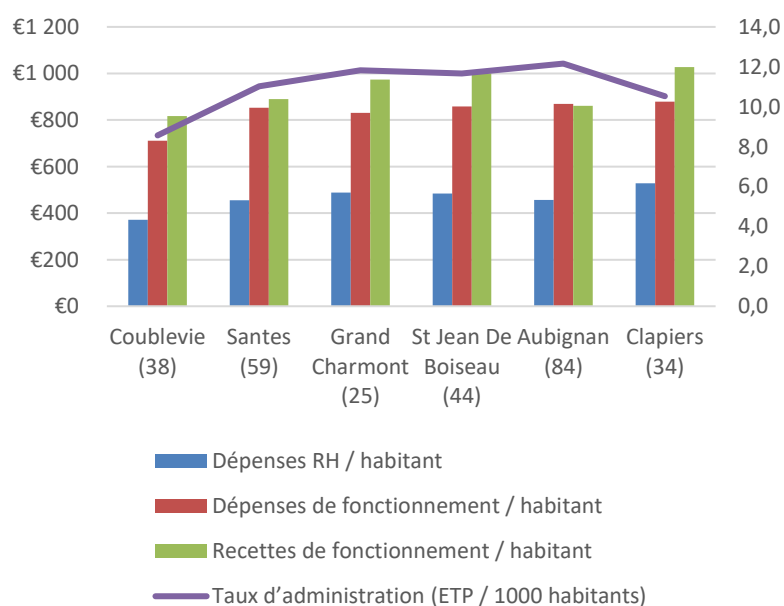


Source : Les collectivités locales en chiffres 2024, DGCL
Données : INSEE, SIASP

Données CA 2023	Coublevie (38)	Santes (59)	Grand Charmont (25)	St Jean De Boiseau (44)	Aubignan (84)	Clapiers (34)
Caractéristiques	Pôle appui Voiron (20k hab)	Banlieue Lille (6km)	Pôle appui Montbéliard (25k hab)	Banlieue Nantes (10km)	Pôle appui carpentras (28k hab)	Banlieue Montpellier (2km)
Habitants	5 723	5 714	5 922	6 085	5 920	5 701
Superficie	7 Km2	7,57 Km2	4,56 Km2	11,4 Km2	14 Km2	7,7 Km2
Dépenses de fonctionnement	4 068 000 €	4 876 000 €	4 923 000 €	5 223 000 €	5 144 000 €	5 008 000 €
Dépenses en ressources humaines	2 124 000 €	2 604 000 €	2 889 000 €	2 950 000 €	2 700 000 €	3 010 000 €
Dépenses de fonctionnement /habitant	711 €	853 €	831 €	858 €	869 €	878 €
Recettes de fonctionnement	4 672 000 €	5 082 000 €	5 769 000 €	6 086 000 €	5 095 000 €	5 854 000 €

Montant de la dotation forfaitaire (DGF)	453 000 €	531 000 €	1 635 000 €	954 000 €	537 000 €	344 000 €
Montant impôts foncier	2 555 000 €	2 796 000 €	2 670 000 €	2 756 000 €	3 250 000 €	3 840 000 €
Recettes de fonctionnement /habitant	816 €	889 €	974 €	1 000 €	861 €	1 027 €
Base foncier bâti en €	7 180 000 €	5 788 000 €	4 824 000 €	4 401 000 €	6 087 000 €	7 719 000 €
Montant impôt foncier/habitant	446,44 €	489,32 €	450,86 €	452,92 €	548,99 €	673,57 €
Poids de l'impôt foncier / recette	56,0%	55,0%	46,3%	45,3%	63,8%	60%
Taux imposition TFPB	34,38%	42,71%	46,88%	44,51%	34,09%	43,77%
Effectifs (ETP)	49	63	70	71	72	60
Taux d'administration (ETP / 1000 habitants)	8,6	11,0	11,8	11,7	12,2	10,5
Effectifs Services techniques (ETP)	13	19	24	21	25	22
Moyenne effectifs services techniques / 1000 habitants	2,3	3,4	4,3	4,1	3,5	3,9

Sources : données budgétaires : impots.gouv.fr – comptes individuels des collectivités
& données RH : entretiens réalisés en 2024



Cette analyse comparative démontre que le niveau RH de Coublevie reste faible.

Il est donc essentiel de veiller à améliorer, ou à ne pas dégrader le niveau d'administration. Si la situation budgétaire actuelle permet de financer une augmentation minimale du niveau de service tout en assurant sa capacité à investir, elle reste fragile à moyen terme dans le contexte très incertain actuel.